

femmes & hommes en église

BULLETIN INTERNATIONAL

Femmes et Hommes
pour le développement



Partenaires autrement

sommaire

femmes &hommes l'eglise

Dossier

- L'indispensable contribution des femmes** 3
Maryse Durrer
- Des témoignages qui interpellent** 5
Colette Lespinasse et Luz Ymson
- Un prêtre haïtien à Pékin** 9
P. Frantz Grandoit
- Le rôle de la femme dans les documents de l'Eglise** 11
William Smarth
- Vers le partenariat ?** 14
- Pour un partenariat hommes/femmes pour le développement** . 16
Jacqueline Ki-Zerbo
- Femmes et développement rural** 20
Sandrine Sere
- Les femmes au Mali : espoir pour un avenir meilleur ?** 24
Karen Twining
- Pêcheurs d'espoir au Sénégal** 27
François Bellec
- La peur ne dicte plus sa loi** 30
Yves Casalis

Actualités

- La réconciliation à Graz** 33
Colette Pavageau

Vie de l'association

- Informations réseau** 36

Avez-vous lu ?

- Benoîte Groult, histoire d'une évasion** 38
Regards croisés de JP Leconte et MT van Lunen Chenu

Comité de rédaction

Madeleine Arondel-Rohaut, Monique Chomel, Alice Gombault, Serge Lafitte, Albéric de Palmaert, Donna Singles

Femmes et Hommes pour le développement

L'intérêt de ce dossier est dû aux contributions originales de plusieurs personnes. Elisabeth Tassel nous a donné accès aux réflexions de la Conférence Haïtienne des Religieux (CHR) qui s'est engagée dans la proposition de la CLAR (Conférence Latino Américaine des Religieux) de travailler en profondeur le thème de "La Femme et le féminin" en cette année 1997. Ses premiers travaux sur le sujet ont été publiés dans le cahier n°7 de la CHR "Homme et femme, Dieu les créa". Le n° 8, qui vient juste de sortir, établit les conditions du partenariat. Nous y ferons écho ultérieurement. Mentionnons aussi l'article de Jacqueline Ki Zerbo, coordinatrice au CEDA (Centre d'Etude sur le Développement en Afrique), envoyé par fax du Burkina Faso spécialement pour FHE. Il est si fréquent que ce soit des européens qui parlent des conditions du développement, qu'il est particulièrement appréciable qu'une africaine puisse parler de sa propre réalité. Enfin, Marie-Thérèse Abela, responsable du bulletin "Paysannes africaines", nous a envoyé un choix d'articles publiés récemment dans les domaines qui nous intéressaient. Qu'elles soient toutes trois chaleureusement remerciées.

Ce qui frappe dans ce dossier, c'est le glissement d'une problématique de femmes à rendre présentes et actives dans le développement, comme facteur indispensable de celui-ci, à une problématique des genres masculin/féminin et du partenariat. La présence et l'activité des femmes ne peuvent porter tous leurs fruits dans le développement que si elles sont articulées aux préoccupations et tâches des hommes. Comme indice de ce glissement, soulignons les fréquentes références à la notion de "gender", "genre", dont on trouve des définitions intéressantes, cherchant à adapter ce concept d'origine anglo-saxonne. La réflexion théorique n'est pas seconde par rapport aux recherches pratiques, et nos pays dits développés ont à apprendre de cette double approche.

Un deuxième point à souligner est le dynamisme et la détermination qui se dégagent des actions des femmes. C'est un vrai défi lancé à notre passivité et à notre résignation devant des structures pesantes et semblant intouchables. François Bellec raconte dans son livre "Pêcheurs d'espoir au Sénégal", comment les femmes de pêcheurs de Boulogne se sont mobilisées en suivant l'exemple des femmes sénégalaises. Le partenariat Nord-Sud est plus complexe qu'on le croit. Qui donne et qui reçoit ?

Nous cherchions aussi l'influence des institutions : Eglises, ONG, Banques, Syndi-

80 30 22 680 07

éditorial

cats... sur les modèles traditionnels de relation entre le masculin et le féminin. Nous retrouvons l'ambivalence de l'Eglise catholique, qui tantôt retient et tantôt promeut, dès qu'il est question de femmes. On voit en Haïti l'importance de l'action des religieux/religieuses, de leurs prises de conscience, du rôle des communautés de base. Le CCFD ou la Caritas internationalis sont aussi des lieux d'Eglise qui, par leur travail sur le terrain, ouvrent l'Eglise hiérarchique à la réalité diverse des femmes et à la nécessité du partenariat avec les hommes.

Le titre de ce bulletin recouvre finalement non seulement le développement économique des pays, mais aussi le développement de l'Eglise et plus fondamentalement celui de l'humanité, hommes et femmes.

Quelques nouvelles, notamment des échos de la rencontre de Graz, complètent ce bulletin bien rempli par ce gros dossier, où trois continents, quoique de manière inégale, sont évoqués.

Alice Gombault



Centre de Recherche et d'Action
pour le Développement



DENONSE TOUT ZAK

VYOLANS

SOU FANM

Quel développement aujourd'hui ? l'indispensable contribution des femmes

L'échec des diverses stratégies de développement depuis trois décennies ne serait-il pas lié au refus de prendre en compte l'expérience, le savoir-faire, la réflexion des femmes, s'interroge Maryse Durrer.

“ Qu'importe ceux qui questionnent, seuls comptent ceux qui portent”. En paraphrasant ce proverbe, il n'est pas déplacé de dire que quand on parle de développement - qu'il s'agisse de développement durable, mal développement, sous-développement, en voie de développement, que sais-je encore - il y a beaucoup de questionneurs et peu de porteurs.

Une deuxième image me vient à l'esprit. Quand j'étais en première année de primaire, l'institutrice demanda par où l'on commençait à construire une maison. Les enfants répondirent d'une seule voix : par le toit. Bien des experts, des technocrates, des agences de financement ont fait la même réponse au cours des trente années écoulées.

Dans ce bref article, je prends résolument le parti de voir la question “d'un oeil de femme”. Oeil de femmes confrontées au quotidien à la tâche de nourrir une famille, d'assurer le bien-être de chacun de ses membres, de travailler au dedans et au dehors. Avec une certaine amertume, force est de constater que nos expériences, nos besoins, nos savoir-

faire, notre vision n'ont pratiquement jamais été pris en compte par ceux qui pensent le développement. Dans ces conditions, l'échec de toutes les stratégies depuis trois décennies ne nous paraît pas surprenant... il était même programmé !

Alors faut-il baisser les bras ? Certes non ! Mais avoir peut-être l'humilité de reprendre la question à la base, en parlant de ce que sont les gens, de ce qu'ils savent, en valorisant leurs savoir-faire. Trop de femmes, dans le Sud surtout, se sont vu retirer des tâches qu'elles accomplissaient depuis toujours - les soins de santé primaires ou la production vivrière par exemple - pour en confier la gestion à des soi-disant experts (des hommes en général).

Dans la pratique, l'échec des théories a fait qu'elles ont continué à faire ce qu'elles avaient toujours fait, mais leur contribution a été dévaluée, elle est devenue invisible. A cet égard, il est important de noter la réticence, voire le refus des Etats de comptabiliser la valeur économique du travail non rémunéré - le plus souvent fourni par les femmes. Nous savons que dans certains pays, il représenterait une augmentation de 70 % du PIB.

Comment définir et mettre en pratique un vrai développement ? Dans un document de travail, Misereor¹ remarque que "le développement intégral n'est pas possible sans le respect de la dignité des deux sexes et sans la participation des femmes, dans la parité, à la réforme des conditions sociales". Après les cinq grandes conférences des Nations Unies et tout particulièrement celle de Pékin, on pourrait penser que tous les Etats et les grandes agences de développement sont conscients de ce fait et se sont engagés à agir. Une "militante avertie" sait que tant que les belles idées ne sont pas transformées en actions concrètes sur le terrain, elles restent de belles paroles.

Saurons-nous, hommes et femmes, être des groupes de pression suffisamment motivés pour contraindre gouvernements et experts à passer de la parole aux actes ? Nous savons aussi que rien ne change au niveau collectif s'il n'y a pas changement au niveau personnel, individuel. Sommes-nous prêt(e)s à mettre en pratique la parité dans notre couple, notre famille, partout où la décision de le faire nous appartient ?

Les femmes africaines, lors de la Conférence préparatoire de Dakar en novembre 1994, ont réfléchi à ces questions, elles nous disent : "Le changement de perspective pourrait commencer par re-définir les ressources et l'ensemble des catégories qui décrivent et comptabilisent les activités économiques. Les bilans qui font des constats négatifs ne font pas état des richesses (non comptables) accumulées par les femmes en terme de compétences, d'expériences et de conscience, en

un mot de capacités propres à développer des stratégies pour sortir de l'impasse".

Elles disent aussi : "Il s'agit de recenser tous les savoirs et savoir-faire des femmes, non pas comme recettes à appliquer, mais comme méthodes d'approches et processus de résolution des problèmes économiques. Ecouter au sens fort, les propositions faites par les femmes. Il serait temps de cesser de considérer les femmes africaines comme des ménagères marginalisées qu'il faut aider pour enfin reconnaître en elles de véritables ressources de matière grise, c'est-à-dire des individus qui ont les pleines capacités d'analyser et de formuler les conditions d'une aide éventuelle, en un mot, de concevoir des politiques économiques viables et durables".

Les femmes du monde entier peuvent se retrouver dans ce plaidoyer car les femmes des pays riches et dits développés sont tout aussi absentes des grandes manœuvres de l'économie ou de la définition du développement.

Ces quelques lignes n'ont pas la prétention de faire le tour du problème et de réduire le développement à la vision des femmes ; mais si chacun des acteurs de la société partageait avec les autres son domaine d'excellence, qu'il y ait écoute et concertation, nous pourrions alors rêver d'un véritable développement.

Maryse Durrer

Commission Tiers monde
de l'Eglise catholique de Genève

Article paru dans Foi et Développement
n° 243-244 juin/juillet 1996 (Centre Lebreton).

1. ONG allemande de développement rattachée à l'Eglise catholique

HAÏTI

Des témoignages qui interpellent

Témoignages

Elavi : libération d'une fille aînée

Je suis l'aînée de six enfants. Mon enfance ne fut pas très heureuse. Maman faisait reposer sur mes pauvres épaules toutes les charges domestiques en appliquant un régime sévère : lessive, préparation des aliments, repassage, ménage... Je devais m'occuper de tout pour mes jeunes frères. C'était pour elle le meilleur moyen de m'éduquer. J'avais très peu de temps pour jouer. Je sortais peu et tous mes déplacements étaient contrôlés. Mes quatre frères avaient tout leur temps. Ils ne faisaient rien à la maison et s'adressaient à moi quelquefois avec arrogance. Maman n'admettait aucune erreur, aucune imperfection de ma part, tandis qu'elle était très indulgente envers mes frères. Je commençais à les haïr. Je ne comprenais pas pourquoi maman m'élevait comme une domestique tandis qu'elle laissait faire mes quatre petits frères.

Ma plus grande souffrance, c'était le manque de considération pour tout ce que je faisais. Jamais un compliment. Ma

mère répétait souvent : "Elavi est une inutile".

Ma libération

J'ai commencé à prendre un peu de liberté après mon bac, quand des amis m'ont invitée à des réunions des Ti Kominote Legliz (Communautés ecclésiales de base). La fréquentation des groupes va changer complètement ma vie. Les groupes m'ont procuré le loisir, le bien-être, la socialisation que je n'avais jamais trouvés dans ma famille. Dans les Ti Legliz où je suis devenue très active, on valorisait mes efforts. Il n'y avait pas d'intellectuels et de domestiques, il n'y avait pas de garçons et de filles. Il y avait des hommes et des femmes, enfants de Dieu, responsables qui partageaient toutes les tâches.

Petit à petit, j'ai commencé à découvrir certaines valeurs et à les appliquer dans ma propre vie. J'ai découvert l'importance de la personne humaine. J'ai découvert aussi les conséquences des barrières culturelles, psychologiques que la société nous impose à cause de notre sexe ou de notre race. J'ai surtout découvert les grandes injustices que cette société fait aux petites filles, aux femmes comme

moi. De telles barrières nous empêchent de grandir, de nous épanouir. elles peuvent causer de grands dommages pour nous-mêmes, notre famille et notre société. Les dégâts qu'une mauvaise éducation peut causer à un être humain sont incalculables et parfois irréparables. J'ai compris que ma mère était victime de sa propre éducation.

Aussi depuis 1992, quelques femmes et moi avons commencé à monter un groupe. Nous insistons beaucoup sur l'éducation des femmes, majoritairement analphabètes. Nous aidons les femmes à réfléchir sur elles-mêmes, sur l'éducation qu'elles donnent aux enfants afin de ne pas reproduire les mêmes stéréotypes dont elles étaient ou sont victimes.

Réséla : la femme de tous les défis

Mes parents utilisaient le fouet comme méthode privilégiée de punition. Pour n'importe quelle peccadille, on m'infligeait une belle bastonnade.

Je n'aimais pas cette vie. Aucune liberté. Je sentais que comme enfant, comme jeune comme femme, j'avais aussi des droits. On me les déniait tous. Je grandissais, je voulais être responsable, vivre comme une personne humaine.

Mes études classiques se sont arrêtées au certificat d'études primaires. Mon père a décidé que je devais apprendre à coudre. Il ne m'a pas demandé mon opinion. Il a tout simplement choisi pour moi. Pour ce faire, j'ai été conduite chez une dame à Port-au-Prince qui professe la coupe.

Dans cette maison, je m'adonnais davantage aux travaux domestiques qu'à l'apprentissage de la coupe. J'y ai passé trois ans et je n'ai jamais su comment confectionner un vêtement. Je me suis

mise à chercher un emploi. En vain. Entre temps, j'ai commencé à fréquenter une Ti Kominote Legliz. J'y ai rencontré une dame qui fait le commerce. C'est ainsi que j'ai intégré le circuit du commerce de détail.

J'ai économisé le peu de bénéfice que je réalisais. Je me suis payée des cours de coupe/couture. J'ai fini par décrocher le diplôme. Enfin, je savais confectionner des vêtements ! Je suis fière de moi. Ce métier, c'est pour moi une promotion humaine. En admirant une robe que j'ai confectionnée, surtout quand elle sied bien à la personne qui la porte, je tombe en admiration devant ma création.

Maintenant j'avais un métier, mais tous mes rêves ne sont pas encore réalisés. Un autre objectif que je voulais atteindre, c'est de fonder un foyer, d'avoir un enfant. J'ai fini par trouver un homme. On s'est marié. J'ai porté un enfant. Malheureusement il est mort peu de temps après l'accouchement. Cela a été très dur à supporter. En Haïti, quand une femme mariée n'a pas d'enfant elle perd de sa considération aux yeux du mari et des beaux-parents. Après le mariage, comme la clientèle ne venait pas et que j'avais un mari, j'ai cessé de coudre. Je suis retombée dans la dépendance. Je dois attendre tout du mari : les vêtements, les besoins personnels... Mais il n'est pas toujours attentif à mes besoins comme je l'espérais. J'essaie de relever ce défi. A défaut de la couture, j'essaie d'autres choses.

Je veux acquérir de nouvelles connaissances, apprendre un autre métier qui me permet de mieux gagner ma vie, de mieux m'exprimer, de me défendre de cette société ingrate. Aujourd'hui, je suis à un carrefour. Je veux sortir de la dépendance, du chômage, de l'ignorance. Si j'ai pu relever tous ces défis, c'est grâce à ma foi en Jésus-Christ. J'ai toujours voulu relever les défis pour moi-même, pour

beaucoup de gens de mon entourage, pour ceux qui souffrent. Si je fais une promotion pour moi, mes frères et sœurs en bénéficieront, car nous sommes tous fils et filles de Dieu. En luttant pour de meilleures conditions de vie, pour l'autonomie, pour la liberté, je le fais pour toute l'humanité.

Tina : **"Mes fils ne seront pas handicapés"**

Je suis la quatrième enfant de la famille, mais la première fille. En tant que telle, j'ai vécu une enfance heureuse, chouchoutée par tous. Ma mère était une brave femme. Sa façon d'élever les garçons m'a beaucoup marquée, car c'était différent de ce que j'observais autour de moi. Elle enseignait aux garçons tous les travaux domestiques. Elle disait tout le temps "les gars doivent apprendre à se débrouiller tout seuls". Ça me plaisait, car ainsi j'échappais à certaines tâches traditionnellement réservées aux fillettes telles que laver les chaussettes, faire la vaisselle, balayer la maison...

Avec mes fils je fais comme maman, je leur apprend toutes les tâches ménagères. Pour moi, un homme qui ne sait pas préparer à manger, faire la lessive, le

ménage, bref toutes les petites choses de la vie, est un handicapé. Je fais beaucoup d'efforts pour que mes fils travaillent autant que les filles. S'ils ne l'apprennent pas dès leur plus jeune âge, il leur sera plus difficile de changer, une fois devenus grands. Mon mari aussi se met de la partie. Parfois, il fait la lessive, le repassage pour toute la maison.

Mon appartenance à un Ti Kominote Legliz alimente ma réflexion sur les égarements de la société pour ce qui a trait à la relation de genre. Pourquoi au foyer fait-on une division si injuste du travail ? Mon mari et moi, nous nous sommes rendus compte de l'oppression, de la domination dont sont victimes des femmes de notre société. D'après nous, c'est la source de beaucoup de séparations. Pour que cette situation change, il faut commencer par l'éducation. Car souvent c'est la femme qui inculque aux enfants ces valeurs dévalorisantes pour elles.

Ma foi en Jésus-Christ m'aide beaucoup à maintenir une certaine vision critique sur tout ce que nous faisons. Sur les relations entre hommes et femmes, la société a fait toute une construction, parfois très injuste, qu'il convient aujourd'hui de démonter.

Analyse

Les trois témoignages ci-dessus mettent en évidence ce que bien des sociologues ont déjà pointé du doigt : l'androcentrisme de notre société qui fait de l'homme le centre de tout, qui minimise et rend même invisible tout l'apport de l'autre moitié de l'humanité.

Cette forme de pensée se traduit dans le monde par une inégalité des sexes, par

la non-reconnaissance à différents niveaux de la contribution des femmes, par leur sous-représentation, par leur absence dans les sphères de décisions. L'androcentrisme explique pourquoi la population féminine se retrouve parmi les plus pauvres du monde, pourquoi en Haïti, la majorité des analphabètes sont des femmes.

C'est cette vision inégalitaire des sexes

qui fait comprendre aussi pourquoi dans presque tous les pays du monde, le travail domestique assumé presque exclusivement par les femmes n'est pas valorisé ; dans les statistiques nationales, les femmes au foyer dont le travail assure le maintien et l'entretien de la force productive, sont comptées comme population non active parmi les enfants, les handicapés et les personnes âgées. Avec quelques nuances près, les histoires que Elavi, Resela et Tina nous ont racontées reflètent fidèlement cette vision.

Cette construction sociale qui façonne l'existence des femmes a la vie dure et est transmise de génération en génération aussi bien par les hommes que par les femmes. Les témoignages mettent bien en évidence le rôle de l'éducation familiale dans la transmission des discriminations entre filles et garçons dans notre société.

De nombreuses recherches sur les modes de transmission des stéréotypes dévalorisants ont pointé du doigt l'espace familial comme un des principaux canaux de transmission de cette idéologie. C'est dans la famille que filles et garçons assimilent les différenciations sexuelles liées au travail, aux jeux, aux comportements, aux interdits, etc.

Dans cette transmission, les femmes jouent un rôle primordial, car c'est d'abord elles qui assurent l'éducation des enfants. Il faut se rappeler que la femme ne vit pas en dehors de la société. Comme élément de cette société, elle charrie et retransmet ses valeurs, parfois par aliénation. Le traitement particulier que Elavi a connu à cause de son sexe et qui va façonner toute son existence a été imposé par sa mère. L'éducation familiale, la conscientisation des femmes sur les questions de genre sont donc primordiales dans la libération de la femme et la transformation des mentalités.

En ce sens, l'histoire de Tina nous réconforte et laisse entrevoir des possibilités de changement. Parce qu'elle a reçu une éducation différente, moins chargée de discriminations sexuelles, elle a su inculquer d'autres valeurs à ses enfants.

Les analystes des questions féminines ont constaté que les discriminations de genre entraînent comme premières conséquences un enfermement de la femme. Elle accède difficilement à tout ce qui ouvre sur le monde extérieur, sur la science, sur le savoir, sur la nouveauté. Et dans une société, comme la nôtre qui fait face déjà à des problèmes de survie pour l'ensemble de la population, la femme en souffre davantage.

Voilà donc pourquoi les mouvements de femmes se proposent avant tout de changer cette réalité, en prônant l'égalité des chances, une éducation non discriminatoire qui prépare des femmes et des hommes égaux, capables de prendre en main leur destin à tous les niveaux.

Aujourd'hui beaucoup de mouvements féministes ou féminins insistent sur l'importance des rencontres et retrouvailles entre femmes pour pouvoir s'exprimer librement ; ils insistent sur l'importance du loisir, de la diversification des activités trop souvent réduites à la préparation des aliments, au ménage et aux soins des enfants.

Elavi, Résela et Tina n'ont fait qu'entrouvrir nos regards sur des réalités tellement proches de nous, sur des réalités que notre conscience a malheureusement occultées : celle de la femme, celle des fillettes. Elles nous interpellent, nous questionnent sur nos actions en faveur des femmes, sur l'éducation que nous donnons aux enfants, sur notre manière de travailler avec les filles.

Colette Lespinasse et Luz Ymson

Un prêtre haïtien à la conférence mondiale des femmes à Pékin

Bien que l'événement ne soit plus récent, la prise de conscience de cet homme et l'application qu'il en fait à la réalité haïtienne valent la peine d'être mentionnées.

A Pékin elles existaient, ces femmes du monde entier, dans leur dignité, dans leur être réel. Et moi, homme du troisième monde et bientôt du troisième millénaire, je me sentais content d'être à la fois au cœur et au balcon de ce Woodstock féminin.

Je m'étonne et m'émerveille de pouvoir être là - à l'écoute - dans ce bouillonnement, moi de la gent masculine et de surcroît prêtre de la sainte Eglise romaine. Mais en fait, dans ce "melting-pot" fabuleux, curieusement et sans complexe, je me sens homme et femme à la fois et j'ai soudain l'envie de corriger la phrase de Terence: "Je suis homme-femme et rien de ce qui est humain-féminin ne m'est étranger." D'ailleurs, je me retrouve en plein dans les combats de la militance féministe haïtienne avec un tropisme de solidarité et de complicité en direction des bataillons venus des Antilles, de l'Amérique latine et du Brésil, de l'Egypte, de l'Afrique et de la Palestine.

Le mouvement féministe haïtien, comme mouvement socio-politique, se résume, il me semble, dans l'identification et la dé-

nonciation des causes et mécanismes de l'oppression subie par les femmes de notre pays et dans la proposition d'une stratégie de libération.

En 1994, la décision du gouvernement Lavalas de remettre aux femmes d'Haïti le quartier général des anciennes forces armées avait eu à mes yeux un caractère symbolique éminent. J'acceptai de travailler à une investigation participative et militante sur la situation réelle des femmes haïtiennes. Pour ma part, je découvrais le spectre de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, de l'insécurité, de la violence sexuelle. Nous constatons le non respect de la plupart des soi-disant droits des femmes, l'inadaptation de la législation ainsi que les silences complices des Eglises, de la presse et du système éducatif. La mise en oeuvre avec des organisations combattives émanant de la base d'un processus d'investigation action participative nous permettait de radiographier sur le vif :

- La malnutrition dont souffrent les femmes enceintes, et les nombreux cas de mortalités maternelles liés à la grossesse et à l'accouchement.

- Les mesures légales discriminatoires

consacrant juridiquement la prétendue infériorité de la femme.

- Les méfaits de l'idéologie machiste dominante qui véhicule une image dévalorisée du "deuxième" sexe.

- Le contraste entre la responsabilité et le poids des agents économiques féminins dans l'agriculture, le commerce traditionnel, le commerce informel, les industries d'assemblage, ainsi que leur rôle social clef dans l'organisation familiale et l'éducation des enfants, et pourtant paradoxalement, leur bas degré de participation dans les centres de décision du pays.

- L'exclusion quasi totale des paysannes de la jouissance des quelques avantages et concessions arrachés de haute lutte aux législateurs haïtiens par la ligue féminine d'action sociale.

- La violence physique sexuelle et psychologique exercée contre les femmes, les adolescentes et les petites filles au sein des familles, des collectivités et des institutions établies.

Pour Haïti comme pour tous les autres pays du monde, un partenariat de genre harmonieux et égalitaire entre hommes et femmes est possible, si les deux sexes ont en commun des droits, des obligations et des avantages fondés sur une éthique de respect mutuel et sur l'appréciation, la coopération et la solidarité réciproque. Cela dans tous les aspects du développement et dans ces lieux de vie que sont la famille, la communauté, la nation et l'Etat. Ici en Haïti, les femmes remontant les retards historiques accumulés doivent accéder aux centres de décision où s'élaborent, se planifient et s'exécutent les projets et programmes de développement national. Cela implique en fait l'instauration de nouveaux com-

portements et de pratiques novatrices dans les sphères de l'économie, de la santé, de l'éducation, de la communication et de la participation politique.

Pour finir, qu'il me soit permis de révéler un peu le sol et le socle d'où je parlais. Je fais partie d'une génération qui milite paisiblement pour une étude solide de la différence des sexes, pour la reconnaissance de leur égalité de valeur et pour la recherche d'un équilibre dynamique entre la libre expression des désirs et la réalpolitik souvent machiste des interdits sociaux, moraux et religieux. Et c'est dans mon histoire personnelle que j'ai trouvé les raisons de cette militance. Il y a le temps de mon enfance

Un partenariat de genre harmonieux et égalitaire entre hommes et femmes est possible

où j'ai appris, au sein de ma famille, à admirer et à respecter la puissance et la densité des leaderships féminins. Il y a plus tard et de nos jours, le temps de la mixité institutionnelle, notamment à l'Université française (Aix-en-Provence et Sorbonne) ou haïtienne où je voyais d'innombrables jeunes filles accéder irrésistiblement et irréversiblement à la maîtrise des technologies modernes, à l'enseignement supérieur, aux carrières professionnelles les plus sophistiquées, au monde jadis fermé des affaires. Il y a aussi la période des engagements pastoraux où je me suis retrouvé dans des chantiers impossibles au fin-fond des montagnes ou près des bidonvilles, côte à côte avec des femmes de la campagne et de la ville qui se battaient pour faire avancer la conscientisation des communautés paysannes et des quartiers populaires.

P. Frantz Grandoit op

Le rôle de la femme dans les documents de l'Eglise

Quelques réflexions

Au Concile Vatican II, l'Eglise a la sagesse d'écouter le cri des femmes qui réclament leurs droits et leur égalité avec l'homme, et elle répercute cette alarme à la justice. Le Concile exige que justice leur soit faite et dans la société et dans l'Eglise. Le message final du 8 décembre 1965 exalte ce qui est spécifique à la femme, des éléments de la réalité au féminin. Le Concile a ainsi eu le mérite de chercher des réponses à des revendications propres à la femme d'aujourd'hui, mais il n'a pas eu assez de souffle pour aller plus loin.

Au silence de *Populorum Progressio* et de Medellín répond le plaidoyer de Puebla affirmant sans ambages que la femme est image de Dieu autant que l'homme et responsable autant que lui de continuer l'œuvre de la création. L'Episcopat latino-américain se situe d'autre part, dans la ligne d'une Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, du 15 octobre 1976 et, en conséquence, nie aux femmes la participation aux ministères qui exigent le sacrement de l'ordre. Cependant dans le document de Puebla nous retrouvons la femme au milieu des luttes de libération et, à ce moment l'E-

glise de l'Amérique latine comprend que l'oppression de la femme ne se manifeste pas seulement dans les structures de classes sociales, mais qu'elle concerne aussi la réalité culturelle et celle du masculin/féminin.

A Santo Domingo, l'Episcopat latino-américain prolonge l'enseignement précédent, mais il porte plus d'attention aux paysannes, aux indigènes et aux afro-américaines. Il demande aussi que soit dépassée une lecture biblique qui porte atteinte à la dignité de la femme. A Santo Domingo, les évêques retrouvent aussi le langage de la clôture du Concile : ils vont au-delà du droit pour s'adresser à la dimension du féminin.

En général, le Magistère de l'Eglise a réalisé des progrès indéniables dans son souci de répondre aux réclamations de la femme dans le monde d'aujourd'hui. Mais, ses déclarations restent en deçà des requêtes des mouvements féministes et des théologiennes féministes, dans leur ensemble. Il ne s'agit pas pour l'Eglise de s'adapter à une mode quelconque ; mais, les féministes pensent que la position de l'Eglise catholique sur plusieurs points ne

correspond pas à ce que le Seigneur de la Révélation dit aujourd'hui sur le rôle de la femme. Elles désapprouvent de façon particulière le refus de la hiérarchie de l'Eglise catholique d'admettre la femme aux ministères ordonnés.

Beaucoup reste à faire en Haïti ; mais, nous devons essayer de trouver ce qui est particulier à notre pays, à notre Eglise au milieu du remous international. La sociologie n'a pas encore trouvé l'équilibre pour décrire, d'un côté, certes, les diverses formes d'abaissement de la femme en Haïti, comme le montrent beaucoup de nos proverbes ; mais d'un autre côté, il nous faut réfléchir sur l'estime dont jouit la femme, dans certains cas, dans le pays. Il est évident que la femme est souvent victime d'abus et même de violences sexuelles. De même, des parents sacrifient plus facilement la fille au garçon, quand leurs faibles moyens économiques ne leur permettent pas d'envoyer tous les enfants à l'école. Mais, si l'éducation donnée en ville et dans la plupart des écoles est de type classique, développant la féminité plutôt que le féminisme, il n'est pas certain que l'éducation se fait de la même manière à la campagne.

D'autre part, le rôle prépondérant de la femme dans l'économie rurale et dans un secteur des échanges commerciaux des campagnes et des villes la rend digne de respect et lui vaut une place importante dans les rapports sociaux. Il en est de même dans la famille haïtienne, où la maman délaissée, où la fille-mère, jouant le double rôle de mère et de père, méritent, au milieu de leurs humiliations, les louanges qui rejaillissent sur toutes les femmes. Si dans la politique, d'habitude l'homme

se taille la part du lion, on s'étonne cependant que, récemment dans l'espace de six années, une femme ait accédé à la présidence du pays et une autre au rang de Premier Ministre, sans que ces événements n'aient créé d'effervescence sérieuse dans la population.

Il conviendrait ici d'attirer l'attention sur une des causes de la violence de la société haïtienne et dont sont responsables et l'homme et la femme : l'expérience de violence que vit l'enfant et dans la famille et à l'école. La mère, victime d'une façon ou d'une autre, de la violence ou de l'injustice du père, a tendance à remédier à sa

Ce que le Seigneur de la Révélation dit aujourd'hui sur le rôle de la femme

frustration par la violence qu'elle exerce sur son enfant ou sur l'enfant de service. A l'école également, les professeurs, hommes ou femmes, frustrés aussi peut-être, emploient la violence contre l'élève. D'où ces scènes quotidiennes de flagellation de l'enfant à la maison et à l'école, qui tournent souvent au sadisme. Comment un enfant habitué à ces sévices, apprendra-t-il à chercher des solutions dans le dialogue, dans la concertation, au lieu de recourir au bâton, aux pierres, au revolver ? Il nous faut parvenir un jour à une société démocratique où le droit de la femme et ceux de l'homme seront respectés, parce qu'ils auront appris à respecter les droits de l'enfant.

Dans le domaine religieux, en Haïti, des changements importants et une vraie démystification s'imposent dans les Eglises chrétiennes, où, souvent l'homme, contrairement à l'enseignement de Saint Pierre, exerce l'autorité "...en faisant le seigneur à l'égard de ceux qui lui sont échus en partage" (1P. 5,3). D'habitude, l'exercice du pouvoir sacré est accepté même par la femme

comme le privilège de l'homme; il arrive parfois que la femme à qui l'Eglise catholique confie certains rôles dans la liturgie hésite, parce que, pense-t-elle, cela revient à l'homme.

Nous devons cependant éviter de transférer chez nous, dans le domaine religieux, toutes les formes de revendications féministes qui se font ailleurs. En Haïti par exemple, nous ne devrions pas éprouver les mêmes difficultés que certains peuples à mettre en relief les aspects féminins de Dieu; si d'habitude, en effet, nous appelons Dieu "notre Père", il nous arrive aussi de crier "Bondye manman m!"

Conclusion

L'Eglise n'est pas souvent à l'avant-garde de ces changements, bien que le message évangélique soit une force de libération pour tout le créé. L'Episcopat latino-américain a levé la voix maintes fois en faveur de la femme du continent qu'il veut résolument accompagner dans sa lutte de libération aujourd'hui. Sa position ne rejoint pas toujours celle des théologiennes féministes ou des mouvements féministes, mais qui peut prétendre tout comprendre de ce mystère qu'est l'être humain ?

P. William Smarth
Haïti, 25 février 1997



Conférence Haïtienne des Religieux(es)
Congrès 1997

Vers le partenariat ?

Telle est la belle conclusion du cahier n° 7 de la Conférence Haïtienne des Religieux

Medam yo, kote nou ? (Femmes, où êtes-vous ?) Men nou, (Nous voici) répondent les femmes haïtiennes, heureuses de se découvrir présentes, actives, vivantes malgré la terrible répression qui frappait en premier les plus faibles, malgré le mépris inhumain des soldats qui les violaient à la chaîne dans les quartiers populaires. Men nou, veulent-elles répondre dans la construction d'une Haïti chérie qui devient une Haïti nouvelle, démocratique. Mais le poids des choses, de la misère, de l'histoire est tel qu'on est en droit de se demander si cette "découverte", cette émergence des femmes lavera la société et l'Eglise en cette société de cette discrimination sexuelle si fortement constatée. Car si l'homme (garçon ou mâle) domine la femme comme le colon domine l'esclave ou le Nord domine le Sud, alors la vie ne va plus. Cette domination détruit le (la) dominé (e) mais aussi le dominateur. Le corps souffre et l'âme meurt chez l'un comme chez l'autre. L'avenir de cette découverte des femmes en Haïti et ailleurs, dans l'Evangile et en Amérique latine c'est la beauté, et la beauté d'une société et d'une Eglise où discrimination et domination n'existeraient plus et où, du fait même, chacun pour-

rait vivre ensemble à égalité dans la différence et pourrait déployer tout son être dans la reconnaissance mutuelle. Déjà la prière de Saint Paul nous invite sans cesse au dépassement : "Vous tous, baptisés dans le Christ, vous avez tous revêtu le Christ ; il n'y a plus l'homme et la femme, car tous, vous n'êtes qu'un en Jésus Christ" (Gal 3, 28). Ce cri de joie et de libération, pouvons-nous le faire nôtre en Haïti ? Si Dieu nous a créés femmes et hommes, Jésus est bien le Sauveur de toute l'humanité en restaurant par son Evangile ce partenariat des origines oublié dans l'histoire et qui construit une histoire sainte.

Les hommes et les femmes du partenariat évangélique doivent lutter ensemble pour la libération de tous. Un siècle de protestation féminine face à l'ordre masculin aboutit plus sereinement à la théologie du partenariat. Comment dans cette lumière retrouvée, réactiver une pastorale alternative ? Comment la figure de Marie, ni femme éternelle ni déesse, mais fille, femme et mère jusqu'à la Croix, peut-elle nous faire retrouver la saveur d'une Eglise non seulement enseignante, mais également soignante, c'est-à-dire où les hommes et les femmes savent être plus proches de tous, plus attentifs à la vie ? Car c'est dans cette culture haïtienne

que Dieu nous envoie pour que la Bonne Nouvelle soit annoncée et vécue. Culture elle-même si longtemps tenue en mépris par les cultures des pays riches. Aujourd'hui les hommes et les femmes doivent trouver les chemins de l'avenir. L'E-

glise a déclaré vouloir les accompagner vers la libération évangélique. Oui, grâce à ces découvertes, l'histoire est ouverte devant nous, grosse d'avenir et de promesses à tenir.

Femmes en quête d'égalité

Quelle politique choisir pour favoriser le développement des femmes ? Faut-il privilégier les projets qui les concernent spécifiquement, ou penser qu'une approche globale sera davantage bénéfique aux deux moitiés de l'humanité ?

La préoccupation s'est déplacée de la recherche de la promotion féminine, à celle de l'égalité hommes/femmes. Pour la désigner, les ONG anglo-saxonnes emploient le terme *gender* (genre), difficile à traduire en français - et encore plus difficile à expliquer à des Africaines francophones !

En termes de projets, ce concept indique une volonté de ne pas séparer la question des femmes de celle des rapports entre les hommes et les femmes, pour permettre à ces dernières de participer pleinement aux processus de décision.

En ce qui concerne les projets de développement, la recherche d'une meilleure condition pour les femmes n'a de véritable sens que si l'on s'attache à leur reconnaître une égalité de traitement, les mêmes droits de penser et d'agir que les hommes.

Mais il faut aussi souligner que les femmes ont des besoins spécifiques, parce qu'elles sont souvent les premières victimes de la pauvreté et doivent trouver les moyens d'y faire face, pour elles-mêmes et leur famille.

Il reste essentiel, dans l'ensemble des projets, d'avoir le souci constant de "l'équation hommes-femmes". Par exemple, on peut s'inquiéter de la scolarisation des petites filles, mais il faut aussi se préoccuper du contenu de l'éducation des petits garçons, qui aura une incidence sur la façon dont, adultes, ils considéreront les femmes.

Propos recueillis par Marie-Elisabeth Jeannin
in *Actualités-Développement*, CCFD, avril 1997

AFRIQUE

Pour un partenariat hommes/femmes pour le développement en Afrique

Jacqueline Ki-Zerbo, professeur d'anglais, a été la première directrice du Cours Normal de jeunes filles de Ouagadougou. Elle a collaboré avec l'UNESCO dans le cadre des programmes touchant la promotion féminine.

En Sciences sociales comme en Sciences naturelles, il n'y a pas de génération spontanée... Toute problématique, tout concept nouveaux sont enracinés dans des développements antérieurs dont l'histoire doit être connue en vue d'une bonne maîtrise conceptuelle et d'une application efficace.

En ce qui concerne la question des rapports hommes/femmes dans la société, elle est inhérente à l'existence humaine... Souvenons-nous déjà du jardin d'Eden et du "dialogue" entre Adam et Eve. Toutes les sociétés humaines ont tenté, dans le cadre de leurs cultures et de leurs religions, de gérer les relations interpersonnelles entre l'homme et la femme, entre les hommes et les femmes.

C'est ainsi que très tôt, presque dès la naissance, la famille et la société accueillent différemment un enfant selon qu'il s'agit d'une fille ou d'un garçon. Dans les sociétés patriarcales, par exemple, la joie "du cercle de famille" est plus

grande et plus profonde lorsqu'il s'agit d'un garçon héritier devant perpétuer le patronyme de la famille et assurer sa survie de génération en génération, alors que la fille est considérée comme une étrangère, de passage, à destination de la famille de son mari qu'elle ira construire...

Vouée à un tel destin, son éducation la préparera à devenir une bonne épouse et une bonne mère, fonctions pour lesquelles elle n'a pas besoin d'aller à l'école, surtout si les programmes scolaires ne sont guère adaptés et font d'elle "un garçon" manqué, incapable de faire la lessive et la cuisine, ignorant les règles de la vie sociale, donc peu préparée à éduquer convenablement ses propres enfants. Faut-il dès lors s'étonner que beaucoup de familles refusent d'envoyer leurs filles à l'école, les privant ainsi d'un droit humain fondamental.

En Afrique, plus qu'ailleurs, il importe très tôt d'apprendre à "devenir femmes", c'est-à-dire discrètes, effacées et soumi-

ses tandis que de leur côté les garçons apprennent à "devenir hommes", c'est-à-dire endurants, courageux et décidés. Ces stéréotypes comportementaux ont marqué et marquent encore l'ensemble des mesures et actions de développement dans les pays du Sud... L'historique de la question des femmes comporte cinq étapes en Afrique.

- A l'époque coloniale la question des femmes est surtout abordée sous l'angle du "mariage forcé" des filles. Les premières mesures que la colonisation prendra en faveur des femmes concerneront "le libre consentement au mariage" dans le cadre du décret Mandel. C'est le lieu de rendre hommage aux missionnaires chrétiens qui ont largement contribué à l'adoption et à l'application de ce texte et qui continuent encore aujourd'hui à défendre les filles et les veuves contre le mariage forcé et le lévirat.
- Au moment des indépendances politiques en Afrique (1960) la problématique de l'inégalité entre l'homme et la femme se pose surtout en terme d'accès au travail salarié et d'égal participation à la vie publique dans les jeunes nations enivrées par les nouveaux droits acquis, mais rapidement confisqués par les hommes.
- L'entrée des pays africains dans la communauté internationale va renforcer la prise de conscience et la combativité des Africaines pour la défense de leurs droits personnels et civiques. C'est l'époque où l'on assiste à l'engagement des femmes dans les associations féminines, les partis politiques et les syndicats avec la nomination des premières femmes ministres condamnées à gérer les portefeuilles essentielle-

ment sociaux (Santé, Affaires sociales surtout).

- Le grand tournant sera pris avec l'Année internationale de la Femme (AIF/1975) qui de manière globale et solidaire, permettra aux femmes (avec quelques hommes) réunies à Mexico, de poser le thème de la première Conférence mondiale de Mexico : "Egalité Paix et Développement".

Les choses vont évoluer très vite car l'analyse des inégalités hommes/femmes va provoquer un approfondissement de la réflexion sur les causes réelles de cette situation à travers le monde, les faux arguments scientifiques de la supériorité de l'homme sur la femme volent en éclats, le rôle majeur de la société dans la création et la perpétuation des préjugés et pratiques discriminatoires entretenus par les familles et les institutions publiques sont reconnus.

A la fin de la Décennie des Nations Unies pour la Femme (1976-1985), les responsabilités sont désormais situées en matière d'inégalité de chance et d'accès aux droits, ressources et opportunités pour les hommes et les femmes dans une société donnée. Dix années d'efforts pour l'Intégration de la Femme au Développement (IFD) en ont révélé les limites et les lacunes.

Un des grands apports de la III^e conférence mondiale sur les Femmes de Nairobi (1985) aura été de promouvoir le concept et de préconiser l'approche du développement selon le genre défini comme "la division sexuelle des rôles et des responsabilités dans les trois sphères de la vie familiale, professionnelle et sociale".

Dès lors, il devient possible de distinguer les composantes du triple rôle des femmes réparties entre la reproduction biologique (grossesse, maternage, main-



tion de la force de travail des hommes et des enfants), la production économique, (subsistance, commercialisation) et la gestion de la vie communautaire (gestion des ressources communautaires, sanitaires ou éducationnelles par les femmes et organisation politique par les hommes).

Sur la base de ces deux catégories de responsabilités, les besoins des femmes sont d'abord des besoins pratiques liés à leurs responsabilités de reproduction biologique et de production et que l'on peut satisfaire, à court terme, par l'allègement des tâches domestiques (moulins à céréales, charrettes pour le transport du bois, de l'eau, des récoltes et marchandises, forages de puits, construction de puits, formation en techniques de savonnerie, de tissage, etc.).

Ce sont ensuite des besoins ou intérêts stratégiques dont les réponses ne peuvent être développées qu'à moyen et long termes. Il s'agit en effet de mettre à la disposition des femmes les moyens techniques et politiques nécessaires à leur participation égale et entière à l'analyse des problèmes de la société, à l'identification des solutions appropriées, au choix, à la mise en œuvre et contrôle de ces solutions. Un tel niveau de participation suppose l'accès équitable des femmes à l'information, à la formation et au pouvoir (possibilité d'écouter les informations à la radio, de lire les articles de presse sur divers sujets, d'assister aux sessions de formation, aux réunions, coopératives, syndicales et politiques).

Le Centre d'Etudes pour le Développement en Afrique (CEDA) reconnaît la relation dialectique qui existe entre la satisfaction des besoins pratiques et les intérêts stratégiques des femmes. Si tout le temps et si toute l'énergie des femmes sont consacrés à moudre le grain, aller chercher le bois et l'eau, si elles sont épuisées par les grossesses nombreuses et rapprochées et

si leurs enfants sont malades, elles n'auront jamais la disponibilité nécessaire pour mener des activités génératrices de revenus ou pour défendre leurs droits en tant que personnes et citoyennes.

Mais le CEDA considère qu'il faut aller au-delà de la fourniture de moulins, souvent techniquement et financièrement mal gérés, qu'il faut aller au-delà de la construction de maternités et de puits, pour sensibiliser et mobiliser les femmes afin qu'elles ne soient pas des bénéficiaires passives des actions de développement. Le CEDA a pour ambition de promouvoir les femmes pour que, de manière égale et équitable, elles deviennent avec les hommes, des acteurs et des gestionnaires de leur propre développement.

C'est la raison d'être du programme "PARTENARIAT HOMMES ET FEMMES POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE" mis en place fin 1995.

Conformément à l'option du CEDA pour un développement endogène, c'est-à-dire socialement adapté parce que culturellement enraciné, les premières activités du programme ont été consacrées à la réflexion sur les valeurs socio-culturelles qui déterminent les relations hommes/femmes dans la perspective du développement africain.

Une session d'initiation de cinq jours avec les cadres et agents de terrain de la FONADES, une ONG locale, a permis de faire réfléchir ces hommes et ces femmes sur la dimension "Genre" dans les activités quotidiennes. L'évaluation faite à la fin de la session a fait ressortir que, de manière plus positive, on considère que les hommes et les femmes peuvent assumer les mêmes responsabilités.

Le CEDA achève actuellement une étude menée conjointement avec l'UNESCO dans quatre provinces du Burkina Faso pour évaluer le niveau de connaissances des autorités administratives, coutumières et

religieuses, des cadres et animateurs d'ONG et projets, des groupements villageois masculins, féminins et mixtes en matière de concept et outils du **genre**. La mission composée de trois femmes experts burkinabé spécialisées en agronomie, sociologie, éducation/genre a rencontré un vif intérêt sur le terrain : tout le monde parle du "genre" (Gender!!!) et peu savent réellement ce que ce nouveau concept recouvre. Les discussions avec les personnes interviewées ont surtout visé à mettre en lumière les éléments d'approche du développement que ces techniciens et agents utilisent déjà chaque jour sans le savoir, tout comme le bourgeois gentilhomme faisait de la prose sans le savoir...

Le rapport de cette étude sera disponible très prochainement et largement partagé avec le plus grand nombre de personnes intéressées.

Le CEDA aura besoin du soutien de ses partenaires du Nord pour répondre aux besoins pressants enregistrés lors de l'enquête et qui portent essentiellement sur la disponibilité de documents en français et l'organisation de sessions de formation à différents niveaux. Le genre est en effet un néologisme anglo-saxon et la plus grande partie de la documentation disponible est en anglais.

Le CEDA prépare également une conférence tricontinentale (Afrique, Amérique latine, Asie) ouverte aux pays développés du Nord sur le thème "Crise écologique, enjeux fonciers et sécurité alimentaire". Les communications écrites et les débats de cette rencontre accorderont une attention particulière à l'interface entre les trois composantes de la problématique et à l'analyse articulée des problèmes tant au niveau des ménages que

des pays avec nécessairement un éclairage selon le genre.

Parallèlement à ces activités structurées, l'équipe du CEDA lit la presse locale avec les lunettes "GENRE" pour détecter tous les stéréotypes dépassés et envoyer quelques commentaires et suggestions pour rétablir l'équilibre entre les hommes et les femmes, créés comme partenaires égaux par Dieu.

Jacqueline KI-ZERBO

Coordonnatrice CEDA/PARTEHFDA



Femmes et développement rural

Les femmes : nous les retrouvons à chaque maillon de la société africaine. De l'agriculture à la santé, en passant par l'économie et les traditions, elles sont le catalyseur du dynamisme nécessaire à tout développement.

Si l'on veut parler des femmes africaines dans le développement rural, il importe avant tout de les restituer dans des contextes bien particuliers. Qu'elles soient de la savane ou de la forêt, du désert ou du bord des fleuves, elles s'intègrent dans une organisation sociale, politique, culturelle et religieuse, dans un système de production qui leur est propre.

A l'intérieur de ce système, le statut diffère d'une femme à l'autre et influence son quotidien : selon qu'elles sont issues d'une société matriarcale ou non, jeunes filles ou femmes adultes, mères ou pas, célibataires ou épouses d'un polygame ou d'un monogame, veuves ou divorcées, toutes ces femmes sont différentes et ne tiennent pas le même rôle au sein de leur communauté.

Quel que soit le milieu dont elles sont issues, les femmes participent activement aux divers travaux, notamment domestiques (activités qui peuvent représenter jusqu'à 55 % du temps de travail quotidien des femmes).

Elles ont à leur charge l'entretien de la famille, l'éducation des enfants, le ramas-

sage du bois et l'approvisionnement en eau dont la source est parfois distante de plusieurs kilomètres, le pilage des céréales, etc...

Travail d'autant plus difficile que les équipements tels que pompe à eau ou foyers améliorés n'existent pas, ne sont pas rentrés dans les habitudes ou restent trop onéreux.

D'autres tâches leur incombent. En Afrique, les femmes réalisent 70 % du travail agricole. Elles assurent 80 % de la production vivrière mais s'investissent également en partie, dans les cultures de rentes (café, cacao...), pourtant davantage du ressort des hommes. Elles accomplissent la quasi totalité de la transformation des produits de base et s'occupent de 60 à 90 % de leur commercialisation.

Les femmes africaines ont toujours beaucoup travaillé, mais l'énergie qu'elles dépensent pour effectuer leurs travaux n'a jamais reçu la rémunération méritée, puisqu'elles ne perçoivent que 10 % des revenus générés par elles-mêmes.

Elles travaillent essentiellement dans les champs appartenant à leurs maris et sont très rarement rémunérées. Parfois

ces derniers confient aux épouses un lopin de terre qui leur permet d'en tirer des produits pour l'alimentation familiale ou un revenu, généralement très faible. Mais l'accès difficile au crédit les empêche de se procurer les équipements et les moyens qui leur font défaut (outillage inadapté, engrais trop cher, peu de techniques nouvelles...). Cela rend leur travail extrêmement pénible et relativement peu productif.

Les femmes jouent dans le secteur agricole un rôle effectif malgré les difficultés, mais leur travail non rémunéré est sous-estimé et négligé par les statistiques économiques.

La plupart du temps, les femmes ne participent pas aux prises de décisions concernant leur travail et leur avenir, surtout dans les sociétés patrilinéaires, ou lorsqu'elles ne sont pas la première épouse en cas de polygamie.

Aussi les programmes de développement rural étaient et sont encore trop souvent dirigés vers les hommes alors que ce sont les femmes qui effectuent le travail.

Aujourd'hui, les femmes africaines commencent à être reconnues et à faire entendre leur voix.

Etre à leur écoute, recueillir des informations fiables sur leur situation, déterminer plus précisément leurs besoins, répondre à leurs demandes même si elles sont multiples et variées, apparaît comme une phase nécessaire afin de les accompagner sur la voie du développement ; car elles sont les premières concernées par l'amélioration de leur cadre et niveau de vie, tant au plan personnel

et familial que communautaire.

La plupart du temps, leurs demandes concernent un accès à la formation, à l'éducation, au crédit rural, ainsi qu'une reconnaissance de leur autonomie.

De plus en plus d'ailleurs les femmes se regroupent et s'associent pour leur mieux être et celui de leurs communautés.

Récemment les organismes internationaux ainsi que les gouvernements en place se sont davantage préoccupés du sort des femmes.

Il s'y sont intéressés d'autant plus que les effets de la mondialisation des économies, la baisse du prix des cultures de rentes, l'inégalité des termes de l'échange ont fait prendre conscience de la

nécessité d'augmenter la production des cultures vivrières qui pourront assurer la sécurité alimentaire du continent.

Différents engagements ont été pris lors des rencontres internationales.

Au Nord, par exemple, l'extrait de la résolution du Conseil des Ministres européens du développement sur la sécurité alimentaire était la suivante : "vu les responsabilités différentes des hommes et des femmes en ce qui concerne la sécurité alimentaire des ménages", le conseil souligne "il faut examiner systématiquement les rôles respectifs de chacun lors de l'établissement de programmes dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire".

Extraits d'un article de **Sandrine Sere**
Taxi-Brousse, mars 1996

Les femmes africaines commencent à faire entendre leur voix

Récits d'expériences

Maraîchage au Niger

Dans notre village de Bellayara, situé à une centaine de kilomètres de Niamey, la projet APRN d'hydraulique villageoise fonctionnait avec les hommes seulement. Grâce à ce projet, 30 puits ont été forés et des parcelles de culture ont été clôturées.

En novembre 1993, un groupement féminin a été créé et a pu s'insérer dans le projet avec l'appui de la chargée des projets féminins de l'APRN.

Le groupement réunissant 136 femmes a obtenu un champ dans le bloc de 10 ha de leurs maris et, grâce à un prêt du projet pour obtenir des intrants, a démarré le maraîchage. Les femmes ont cultivé choux, laitue, courgette, piment, pomme de terre, carotte, courge et patate douce. Dès cette première saison les résultats ont été très bons et les femmes ont produit une quan-

tité énorme de légumes, particulièrement des choux et des laitues.

Après avoir gardé pour elles une partie de leur production, les paysannes ont vendu le surplus au marché et aux commerçants des environs. Avec l'argent obtenu, elles ont remboursé le prêt et se sont partagé le reste.

Pour un premier essai, le résultat est positif car les femmes sont très dynamiques et toujours dans le bloc pour travailler.

Les projets pour l'avenir sont de monter une caisse de crédit-épargne, de faire de l'embouche ovine ou bovine et du petit commerce.

Mme Odette-Caroline Kaziendé

APRN, BP 12-669, Niamey, Niger

Paysannes forestières au Burkina Faso

Pour lutter contre la désertification améliorer l'approvisionnement en bois de chauffe et intégrer les femmes à la gestion des ressources naturelles, des expériences ont été menées par les services du Ministère de l'Environnement et du Tourisme avec des groupements de femmes. Voici le récit d'une de ces expériences.

Dans le village de Faramana, province du Houet, la raréfaction du bois de chauffe oblige les femmes à s'approvisionner de plus en plus loin, avec de plus en plus de

fatigue et de difficultés;

C'est ainsi qu'elles ont bien accueilli l'information sur les foyers améliorés permettant la réduction de la consommation

de bois, qu'elles ont suivi une formation sur la construction des "foyers 3 pierres améliorés" et que la plupart d'entre elles ont adopté cette technique.

Puis des femmes-leaders ont suivi une formation de "paysannes forestières".

Le groupement féminin a alors réalisé des plantations individuelles. Cet effort fut encouragé par le don de 2 plants par utilisatrices de foyer amélioré. Cette quantité, jugée insuffisante pour couvrir les besoins, a poussé les femmes à créer une pépinière. Avec l'aide des autorités, elles ont obtenu une parcelle d'un demi-hectare qu'elles ont entourée d'une haie vive pour éviter la destruction par les animaux. En 2 ans, elles ont semé puis produit plus de 8.000 plants. Le quart de cette production a servi pour la haie vive, un quart a été donné aux hommes pour des plantations d'embellis-

sement de l'école et de la gendarmerie et le reste a été vendu. Avec l'argent, les femmes ont pu acheter du matériel : charrette, brouette, pioches, houes, seaux...

Après ces résultats, les femmes ont décidé de faire un jardin polyvalent en faisant du maraîchage à côté de la pépinière.

Malgré les difficultés rencontrées, le groupement est satisfait et voudrait, pour l'avenir, construire un magasin pour le stockage du matériel et des produits, acquérir une moto-pompe, ouvrir une pharmacie villageoise et une boutique de produits de première nécessité.

**M. Christophe Davou
et Mme Marguerite Kaboré**

(D'après un article paru dans "Arbre et Développement" 3e trim. 1992)

Petit commerce de pétrole au Bénin

Djakpingou est un village du nord du Bénin dont l'accès est difficile en hivernage et donc le ravitaillement en produits de base, surtout en pétrole.

Après s'être retirées de la coopérative agricole du village parce qu'elles n'y obtenaient pas assez de revenus, les femmes ont constitué leur propre groupement et se sont lancées dans la culture d'un champ collectif puis dans le petit commerce du pétrole. La cotisation de 1000 F par membre et la recette du champ ont constitué le fonds de départ.

En 3 ans, elles ont encaissé 120.000 F puis ont obtenu une subvention de 100.000 F pour l'achat d'une cuve à pétrole de 3000 litres, ce qui leur a permis de n'être livrées qu'une fois par trimestre et de gagner plus d'argent.

Actuellement, le groupement compte 64 membres et possède en caisse plus de

450.000 F. 75 % de l'argent gagné est partagé entre les femmes et 25 % reste en caisse comme réserve.

Vu leur nombre, les femmes ont diversifié leurs activités pour augmenter les revenus de chacune : huile d'arachide, graines de coton, beurre de karité, savon.

L'alphabétisation est la priorité du groupement car les femmes doivent demander l'aide d'un villageois semi-lettré pour la tenue des documents comptables.

A l'avenir, le groupement compte avoir une caisse d'épargne et de crédit, un magasin pour le stockage des produits agricoles et une boutique villageoise pour les produits de première nécessité. Il pense aussi former une union avec les autres groupements féminins de la zone.

Mme Aïssatou Soulemana

Les femmes au Mali : espoir pour un avenir meilleur ?

Un groupe composé de quatre membres de RITA au Kenya a récemment visité le Mali pour étudier le fonctionnement des banques de céréales. Lors de leur séjour, les visiteurs ont été frappés par la difficulté de rencontrer des femmes pour discuter avec elles et ils se sont rendus compte que la situation des femmes au Mali est très différente de celle des Kenyanes. Un, des membre du groupe, Karen Twining a noté ses impressions sur les différences de mode de vie entre les femmes maliennes et kenyanes.

Pendant tout notre séjour au Mali, nous n'avons rencontré qu'une seule femme agent de développement, et qu'un seul groupement féminin. Partout où nous avons soulevé le problème des femmes, cela a provoqué un grand rire déconcertant. Nous avons même remarqué que nombreux étaient les villageois qui évitaient de serrer la main aux deux femmes de notre équipe.

Ces réunions nous ont amenés à nous demander si réellement les processus de développement du Mali visent une société juste, ou si ce n'est qu'une série d'activités dont seulement un certain secteur tire profit au détriment des femmes. Le développement est-il en réalité en train d'accentuer, sinon perpétuer, l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes ? Comment un développement peut-il être efficace si seulement le groupe le plus puissant de la communauté (les hommes) a voix au chapitre ?

Nous émettons ces humbles observations qui sont d'ailleurs basées sur un

bref contact et une imparfaite compréhension de la société malienne.

Le *gender* : qu'est-ce que c'est ?

La définition de "*gender*" varie selon les personnes. Pour moi, le *gender* se réfère aux rôles et rapports entre les hommes et les femmes dans la société. Ces rôles sont déterminés par la culture, la société, l'économie et l'histoire. Ces rôles sont dynamiques plutôt que figés. Ils déterminent les rapports de force et sont enseignés à l'individu dès sa naissance.

Une manière utile de concevoir le rapport du *gender* est de considérer les différents rôles et les différentes fonctions de l'homme et de la femme dans une société donnée.

Ces rôles et fonctions peuvent varier selon l'âge, le statut matrimonial et beaucoup d'autres facteurs. Au village de N'Dounkoye à Douentza nous avons demandé aux hommes d'énumérer leurs travaux. Ils ont dit que les hommes sont chargés des travaux champêtres, tandis

que les femmes sont chargées des travaux ménagers. Ils reconnaissent que les femmes contribuent à la production alimentaire, mais soutiennent que les hommes sont responsables des dépenses de la famille.

A partir de la description des rôles des hommes, il est apparu clairement qu'ils ont des activités en commun avec les femmes bien que les rôles des hommes et des femmes diffèrent.

Les différentes réunions que nous avons tenues ont fait ressortir que les hommes ont le sentiment d'être suffisamment avertis pour parler au nom des femmes et en général, ils n'admettent pas l'idée que les femmes ont des besoins différents liés à leurs rôles spécifiques.

"Nous avons parlé au nom des femmes, par conséquent elles n'ont plus rien à vous dire" (Nambasso)

Tant qu'on ne laissera pas aux femmes le soin de dire elles-mêmes quels sont leurs problèmes, il sera difficile aux agents de développement de cerner leurs priorités.

Contrairement au Mali, au Kenya les femmes rurales font 85 % des travaux champêtres et presque tous les travaux ménagers en même temps qu'elles mènent d'autres activités économiques pour assurer la survie de la famille. Le rôle des hommes est de plus en plus réduit. Dans la plupart des cas, les hommes continuent à prendre les décisions malgré leur faible contribution au bien-être familial.

Mais au Kenya, il est tout de même possible de rencontrer les femmes et de discuter avec elles, et de plus en plus on est en train de prendre conscience de l'importance de leurs rôles spécifiques, des besoins différents de ceux des hommes. L'écart entre la quantité de travail faite par les hommes et les femmes au Kenya ne peut être débattu que par les hommes et les femmes assis ensemble

autour d'une table. Il est de plus en plus fréquent de voir maintenant les hommes aussi bien que les femmes représentés dans les comités malgré l'interdiction par la culture traditionnelle (cf. 4^e p. couverture).

Contraintes

Le contexte malien semble être tout à fait différent. Beaucoup de facteurs sont ici combinés pour décourager une participation plus accrue des femmes et leur plus grande représentation dans les activités de la communauté.

a) *La Tradition et les attitudes*

"Les femmes n'accepteront jamais de parler en présence de leur mari. C'est comme ça que les choses se passent dans le monde rural. C'est cela notre culture" (Konodimini).

Les raisons souvent avancées pour éviter le changement sont liées à la tradition. Et pourtant la culture est en perpétuelle mutation. Ces arguments souvent avancés par les hommes ne sont que des prétextes pour maintenir le statu quo et le rapport de force actuel.

Cette attitude est renforcée par le manque de confiance en soi chez les femmes et le fait que peu d'entre elles sont instruites. De telles attitudes erronées peuvent réduire l'efficacité des activités de développement.

b) *Statut légal et religion*

"A cause du statut légal de la femme beaucoup de Maliens acceptent difficilement l'égalité entre l'homme et la femme, car la femme est considérée comme étant la propriété de son mari. La femme quitte sa famille pour rejoindre son mari" (Agent de développement - Mourdiah)

L'accès à la propriété terrienne constitue un problème pour les femmes qui n'ont aucune sécurité quand elles ne peuvent pas posséder des terres ou autres

biens.

c) Polygamie, divorce et responsabilités familiales

La tradition de la polygamie et la vulnérabilité de la femme en cas de divorce restent des facteurs importants qui limitent le pouvoir des femmes. Une femme dépend entièrement de son mari. Même ses propres enfants ne lui appartiennent pas à elle, mais à son mari. Elle a besoin de l'accord de son mari pour faire quoi que ce soit. Une femme qui n'obéit pas à son mari est rejetée par toute la société. Une femme qui ne travaille pas est négligée par son mari" (Agent de développement - Mourdiah).

Perspectives pour l'avenir

Voici quelques suggestions qui peuvent aider à réaliser un changement positif :

1. Employer des Femmes Agents de Développement

La plupart des projets que nous avons visités reconnaissent qu'ils n'ont pas facilement accès aux femmes. Un seul de ces projets compte des femmes agents de développement. Les autres se proposent maintenant de recruter eux aussi des animatrices.

2. Sensibiliser les hommes

Le *gender* ne concerne pas seulement les femmes, mais est lié au rapport entre les hommes et les femmes. Par conséquent, le *gender* ne doit pas être marginalisé comme un problème spécifique aux femmes qui doit être résolu par des femmes agents de développement. Au contraire, il doit être le souci de tous les agents de développement hommes et femmes. Dans une société dominée par les hommes, ces derniers ont tendance à n'écouter que d'autres hommes.

3. Développer la confiance en soi

Peut-être que la meilleure voie d'accès est

d'avoir des programmes exclusivement pour les femmes. Ceci pour leur permettre de se réunir, de discuter de leurs problèmes communs et de commencer à trouver des solutions à leurs propres besoins fondamentaux. Pour garantir la réussite d'un tel programme, les femmes agents de développement doivent d'abord être acceptées par les hommes du village. Si un programme pour les femmes démarre bien dans une communauté donnée, les autres en auront des échos et demanderont, à leur tour, de l'assistance.

Les femmes ont besoin d'avoir la chance d'oeuvrer elles-mêmes dans le sens de la solution de leurs propres problèmes spécifiques et d'acquérir la confiance en soi avant d'être en mesure de discuter avec les hommes sur une base égalitaire.

Si les femmes prouvent qu'elles sont capables, grâce à leur expérience, de gérer leurs propres activités, alors les hommes seront mieux disposés à accepter que la participation des femmes aux activités de développement est un atout dont il faut profiter. Par contre, si l'on oblige les hommes à impliquer les femmes dans leurs comités, il y aura des sentiments d'animosité (on va se heurter à leur résistance).

4. Formation en matière d'analyse du *gender*

OXFAM a développé des séances de formation pour sensibiliser les gens sur les problèmes du *gender*. Cette stratégie a connu des réussites dans beaucoup de pays africains. La formation au *gender* constitue un cadre analytique utile qui permet de voir clairement les problèmes sans imposer une solution spécifique. Le contenu réel de la formation peut être adapté à chaque pays et chaque culture spécifique.

Karen Twining
OXFAM, Nairobi, Kenya

Pêcheurs d'espoir au Sénégal

François Bellec, responsable du groupe Mer au CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), raconte dans un livre bien documenté comment les pêcheurs sénégalais se sont organisés au sein d'un collectif national de pêcheurs artisanaux (CNPS) pour défendre leur métier menacé par les cargos congélateurs coréens, mais aussi par les pratiques gouvernementales. Cette prise en mains par la base de son propre sort n'a pas laissé les femmes sur la touche. En effet, dans le milieu de la pêche, les femmes sénégalaises travaillent au traitement (séchage, fumage, fermentation) du poisson qui n'est pas immédiatement vendu et consommé. "Le métier de pêcheur n'existerait pas, s'il n'y avait pas de transformatrices, car une bonne partie du produit de la pêche serait perdu", dit l'une d'elle. Voici quelques extraits de "Pêcheurs d'espoir au Sénégal", Ed. de l'Atelier et Ed. Ouvrières, Paris 1996.

C'est à l'issue du premier congrès du CNPS en 1991, que les femmes ont ressenti la nécessité de s'unir. Au départ, elles voulaient soutenir leurs maris, leurs frères et leurs amis dans la lutte pour la défense de leur profession et contre le pillage de la ressource. Puis, elles se sont rendues compte qu'elles rencontreraient elles-mêmes des problèmes dans l'exercice de leur profession : difficulté d'accès au crédit, manque d'équipements pour la transformation du poisson, inexistence d'infrastructures de conservation et de stockage, manque de débouchés pour leurs produits, paiement de multiples taxes...

Non sans pragmatisme, elles décident de se servir des structures du Collectif des pêcheurs pour mettre en place un embryon d'organisation. Au sein de cha-

que comité local des pêches, elles créent une cellule féminine chargée de regrouper toutes les femmes actives dans le secteur de la vente et de la transformation. [...]

C'est à partir du problème de l'accès au crédit que nous sommes parvenues à mobiliser les femmes, constate Thérèse. Grâce à la création de "mutuelles épargne-crédit", un système qui fait appel à l'épargne volontaire, les femmes peuvent désormais disposer de fonds de roulement, rembourser le matériel acquis à crédit - caïes pour le séchage du poisson, camionnette pour la vente - et financer leurs déplacements.

La fiabilité de ces mutuelles a finalement convaincu certaines ONG du Nord de les soutenir soit sous forme de dons soit sous forme de crédits. L'argent épargné par les femmes a servi d'une certaine

manière de fonds de garantie. En revanche, les femmes - mais les hommes sont logés à la même enseigne - n'ont toujours pas accès au crédit formel.

Les banques ne prêtent pas aux pêcheurs car elles considèrent que c'est un secteur à haut risque, souligne avec dérision Amadou Wade, responsable du département épargne-crédit au CNPS.

Les préjugés ont la vie dure au Sénégal. Pourtant, comme le souligne Mariane Kane, la femme d'Arona, qui est aussi responsable de la cellule féminine de Mbour, les crédits accordés aux femmes sont, de manière générale, remboursés en totalité.

On a bien eu quelques problèmes. Certaines femmes n'ont pas pu rembourser leur prêt. Mais grâce à l'épargne collective, nous avons pu suppléer à cette défaillance. Et dès que les affaires iront mieux pour elles, nous leur demanderons de régulariser leur situation.

Si les femmes ont pu mettre en place des mutuelles d'épargne-crédit distinctes de celles des hommes, c'est uniquement pour des raisons pratiques : leurs besoins et leurs moyens financiers ne sont pas les mêmes. En outre, dans les familles de pêcheurs, les revenus sont séparés et chacun est libre de dépenser ce qu'il gagne.

Les hommes assurent les besoins élémentaires de la famille, ils gardent néanmoins une bonne partie de leur revenu pour l'investir dans leur entreprise de pêche et pour leurs besoins personnels. Les femmes, elles, donnent la priorité à la famille et aux besoins imprévisibles.

Leurs revenus sont en fait plus stables que ceux de l'homme dont le travail est tributaire des saisons¹, des prix du marché, du coût du carburant. [...]

En revanche, au sein des comités de pêche mis en place par le CNPS dans une quinzaine de localités, hommes et femmes travaillent ensemble à égalité de responsabilités. Cette pratique a de quoi surprendre dans un pays qui est tout de même fortement marqué par la religion et la culture musulmanes. Un tantinet sceptique, je me hasarde à poser une question.

- Avez-vous le sentiment d'être réellement reconnues en tant que femmes au sein des comités locaux ? N'y a-t-il

pas de discrimination sexiste plus ou moins avouée à votre égard ?

- Non, me répond sans hésitation Mariane qui n'est pas femme à taire ce qu'elle pense. Nous sommes toujours impliquées dans les prises de décision et informées de tout ce qui se passe au niveau local.

Néanmoins, si cela est vrai à la base, au niveau national les femmes revendiquent toujours d'être représentées au sein du Bureau exécutif du CNPS. Une requête qui finira bien par être satisfaite car les femmes sénégalaises savent ce qu'elles veulent et entendent bien assumer toute leur place au sein du Collectif des pêcheurs.

Nous ne voulons pas seulement être invitées pour donner notre avis sur des questions qui relèvent de notre compétence, par exemple les problèmes de commercialisation, me confie Thérèse. Nous voulons avoir plusieurs représen-

A présent beaucoup d'hommes acceptent de pratiquer la contraception

1. Durant la période d'hivernage, de juin à septembre, le poisson se fait plus rare dans les eaux sénégalaises

tantes dans cette instance car une seule ne ferait pas le poids face à une majorité d'hommes.

Le partage des responsabilités est une chose, encore faut-il que les charges familiales ne viennent pas entraver leur mise en œuvre. Les femmes sénégalaises ont pris conscience petit à petit que travail et responsabilité n'étaient pas toujours compatibles avec le fait d'avoir une famille nombreuse.

- Si l'on veut travailler, on ne peut pas se permettre d'avoir un enfant tous les ans, d'autant que la vie devient de plus en plus chère, analyse froidement Seynabou Ndiaye, micro-mareyeuse et secrétaire administrative de la cellule féminine de Saint-Louis.

Seynabou a trente-huit ans. Les cheveux, tressés à la mode africaine, convergent à l'arrière de sa tête en un élégant chignon. Elle porte aux oreilles de petits anneaux d'or assortis à son collier. Seynabou a suivi des études de comptabilité. Elle travaillait précédemment dans un complexe frigorifique qui livrait de la glace aux mareyeurs. Elle a deux enfants. Son mari est employé de banque.

- Qui pose aujourd'hui la question de la limitation des naissances, l'homme ou la femme ?

- La plupart du temps c'est la femme, me répond Seynabou. Et lorsque l'homme ne le veut pas, la femme opère à son insu. Mais à présent, beaucoup d'hommes acceptent de pratiquer la contraception.

Lorsque je l'ai rencontrée à Saint-Louis, Seynabou rentrait d'une mission en France. Elle avait participé, entre autres,

au Salon de la pêche à Boulogne. Des relations se sont en effet établies, depuis quelque temps, entre pêcheurs de Saint-Louis et pêcheurs boulonnais. [...]

Cette relation n'est pas à sens unique. En effet, ayant découvert que les femmes sénégalaises s'étaient organisées pour la vente du poisson, les femmes de Boulogne se sont constituées à leur tour en groupements pour tenter de trouver des solutions à leurs difficultés. [...]

- En France, les associations de femmes ne sont pas représentées dans les comités locaux de pêche, ironise Raymonde. Alors qu'au Sénégal cela va de soi. Ici en France, pour y accéder, il faut justifier d'un statut de syndicat !

Consciente que la situation ne peut durer ainsi, Danièle et Raymonde sont bien décidées à mobiliser les femmes de leur entourage. Elles envisagent, dans un premier temps, de s'organiser par le biais de Solidarité Entreprises de Pêche en difficulté, une association mise en place pour la défense des pêcheurs lors des luttes de 1993-1994.

- Nous allons aussi tenter de mettre sur pied un partenariat avec les femmes sénégalaises à travers l'action du collectif national Pêche et Développement dont l'objectif est d'appuyer aussi bien les initiatives du Nord que celles du Sud, ajoute Danièle.

François Bellec

Extraits de *Pêcheurs d'espoir au Sénégal*, pp. 81-90

Editions de l'Atelier/Édition ouvrières, Paris, 1996



La peur ne dicte plus sa loi au Tamil Nadu

Hérités de l'histoire, le fréquent mariage imposé aux jeunes et, même, aux enfants de 11 à 12 ans et la coûteuse dot due par la famille de la future épouse. Lorsque celle-ci n'est pas versée -la constituer demande des années d'économie- des jeunes femmes peuvent en payer le prix : le sari en soie qu'elles portent brûle alors comme une torche...

Dans une *"société des inégalités marquées, depuis 2000 ans, par une idéologie de la caste et de la classe intériorisée par la population et sanctifiée par la religion (les temples hindous sont un excellent outil de communication sociale), difficile de lutter à contre-courant"*, explique Mary Pillai, sociologue. Comment, en effet, rapprocher deux mondes aussi éloignés que celui des Brahmanes, "dieux sur terre" élite économique, religieuse et intellectuelle et celui des "serviteurs", petits artisans pêcheurs, ouvriers agricoles... qui rassemble 80 % des Indiens ?

Les uns ont le droit et le devoir de commander et d'enseigner, les autres d'obéir et de servir. Ces derniers, prisonniers de leur "derma", manière codifiée de se comporter dans l'existence, ne peuvent pas apprendre à lire, écrire. Le poids de l'analphabétisme -60 % des femmes

non alphabétisées dans l'ensemble du pays, 47 % dans le Tamil Nadu- et des traditions empêche aussi d'appliquer la loi de 1993 sur le quota minimum de femmes députés. On est bien loin des 33 % de parlementaires requis aux niveaux fédéral et des vingt-cinq Etats.

D'où la présence de 60 % d'analphabètes. Pourquoi *"acceptent-ils"* cette domination qui touche tous les aspects de leur vie quotidienne demande Mary Pillai? Encore une fois, *"à cause de l'idéologie très prégnante de la caste !"*

Courber l'échine ? Elles vous riraient au nez !

Passivité ? Voire. Des villageoises confrontées au cas d'un mariage "trop jeune", ont réfléchi à ses aspects négatifs et réussi, avec l'aide de leurs conjoints, à l'empêcher. Mieux : depuis lors, il n'y a plus de mariages d'enfants dans la localité. Face à un exemple de veuvage soudain, un groupe féminin a organisé sans attendre le remariage de la femme, lui évitant ainsi des problèmes.

Sivagangai, dans l'Etat du Tamil Nadu (sud-Est de l'Inde). Quinze femmes rayonnantes et déterminées (chrétiennes et hindoues) dans des saris mauves,

orange, bleus... elles appartiennent aux basses castes ou aux castes intermédiaires. Ne parler surtout pas à ces syndicalistes, à ces présidentes, secrétaires ou trésorières d'associations, à ces leaders villageoises, de courber l'échine. Elles vous riraient au nez ! Ecoutez-les plutôt chanter le combat mené : *"Les responsables se sont battues pour la liberté. La liberté n'est-elle pas une joie ? Il faut la gagner !"*

Pour la gagner, il a fallu, dans les années 1980, d'abord sortir de chez soi. Puis partir des questions brûlantes posées dans le village. Ensuite, se rendre compte que ces problèmes, qui concernent la plupart du temps les femmes, *"c'est à nous de les prendre en charge"*. Mais, seules, ce n'est pas possible. Alors, de la réflexion commune, a surgi une organisation à l'échelle de dix villages et, bientôt, de "L'Union", c'est-à-dire trente villages. Par ricochets successifs, le "Mouvement des femmes du Vaigai pour la justice" était né.

Ses membres -2101 inscrits et cotisants dans 83 communes des deux districts- *"ont au fil du temps, pris conscience, affirment avec une certaine solennité leurs représentantes, de l'oppression dans la famille et de l'oppression dans l'administration"*.

"Nous ne bougerons pas !"

Leur nouvelle vie est marquée par les nombreux obstacles qui se dressent devant elles, souvent en lien avec les initiatives collectives prises. Mai 1992 : Mme Periya Nayagam, "leader" local, est agressée par un homme de haute caste. Pourquoi ? Parce qu'elle se bat pour obtenir à Maviduthikottai de l'eau potable. Après des manifestations publiques diverses, une grève de la faim, l'intervention musclée de la police, une plainte déposée au

commissariat, le coupable a été arrêté. En novembre 1992, l'eau tant souhaitée arrivait au village.

Mars 1993 : Mlle Marthal, 19 ans, est violée et assassinée par un professeur, le principal de son école. Les groupes de femmes, mobilisés, bloquent la circulation sur une grande route. Au préfet qui vient sur place, ils demandent d'arrêter l'enseignant, de congédier le commissaire de police accusé d'avoir voulu aussitôt incinérer le corps afin de maquiller le meurtre en suicide et de faire une autopsie pour l'ouverture d'une enquête. Réponse des autorités : l'envoi de l'armée qui emploie matraques et grenades lacrymogènes pour tenter d'intimider les manifestantes.

Mais rien ne semble avoir pris sur celles-ci. *"Nous ne bougerons pas"*, claument-elles ! En parallèle, elles rédigent et diffusent des documents pour expliquer les raisons de leur acharnement civique. Plus tard, l'auteur du crime est enfin mis sous les verrous. A ce moment-là, *"le mouvement a gagné en crédibilité chez les femmes de la région, se félicitent les responsables. Beaucoup nous ont rejointes"*.

Dans la salle, une autre animatrice se lève : *"Dans notre village, un homme a, sans motif apparent, abandonné le mariage prévu et la promise. L'ex-fiancée a informé l'association de sa déconvenue"*. Désireuse de voir ces deux personnes *"qui s'aiment"*- renouer leurs liens, la responsable du groupe a rencontré des villageois et contacté la police. Mais, précise la narratrice, les forces de l'ordre ne sont pas venues parce que l'homme appartient à une famille riche, à l'origine de la pression exercée sur la fiancée pour annuler le mariage.

Refusant le statu quo, l'association a décidé de franchir une étape supplémentaire dans l'action. Manifestations non violentes sur la voie publique, démarche

auprès de la Justice pour la convaincre d'interrompre l'injustice en cours. Sans succès. Par contre, une lettre adressée par un haut dirigeant de la police à l'armée, employeur de l'ex-futur mari, a servi de déclic à l'administration pour débloquer la situation. Voilà un projet de vie à deux stoppé net dans son élan qui démarre aujourd'hui comme s'achèvent les contes de fée : ils sont mariés et ont deux enfants !

Ces entreprises conduites à leur terme, le mouvement garde son dynamisme. Ses membres se savent désormais capables de résister aux propriétaires terriens. Leur pauvreté sert de ciment pour sauter au-dessus des castes, dépasser les clivages religieux et regagner la dignité perdue.

Quels nouveaux défis les attendent ? Trente-quatre d'entre elles ont été récemment élues comme conseillers cantonaux et maires (la moitié sont des intouchables, c'est-à-dire des personnes considérées comme les rebus de la société). Un début prometteur mais jugé insuffisant : *"Puisque les partis politiques, qui manipulent tout, appartiennent aux privilégiés,*

nous voulons agir pour devenir une force populaire beaucoup plus forte.

Nous voulons qu'à l'échelle du Tamil Nadu (55 millions d'habitants - l'équivalent de la Grande-Bretagne) nos préoccupations soient prises en compte".

Sortis de l'esclavage

"On était des esclaves !" La voix, toujours féminine, sort du crépuscule dans ce hameau proche de Sivagangai. Elle semble remonter du fond de l'histoire. Celle qui a constitué la trame de la vie de ces ouvriers agricoles de basses castes, rassemblés ce soir, hommes et femmes ensemble, autour d'une lampe à pétrole.

A présent, ce vent de souffrances paraît s'apaiser. Néanmoins, sont-ils véritablement sortis de l'esclavage ? "Oui, déclare sans hésiter une femme. Parce que je suis payée pour mon travail. D'ailleurs, je n'accepte celui-ci que contre un salaire. Parce que je n'ai plus peur !"

Yves Casalis

in Messages du Secours catholique,
janvier 1997



Des femmes pugnaces sur tous les fronts : comme agricultrices, comme mères de famille et épouses, comme citoyennes.

La réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle

De notre "envoyée spéciale" à Graz.

Colette Pavageau est membre du Conseil d'Administration de FHE.

Du 23 au 29 juin 1997 s'est tenu à Graz en Autriche le deuxième Rassemblement Œcuménique Européen. Convoqués par la conférence des Eglises européennes (CEE) et le Conseil des Conférences Episcopales (CCEE), 700 délégués et 10 000 participants sont venus de toute l'Europe pour prier et travailler ensemble afin d'avancer sur le chemin de l'Unité.

Ensemble, ils ont élaboré un texte commun et un message destiné à tous. Ils ont communiqué aussi à la CEE et à la CCEE des "recommandations", c'est-à-dire des propositions pour des engagements concrets à mettre en œuvre après le rassemblement de Graz. A travers ce travail, deux objectifs importants : "sortir du scandale de nos divisions" et travailler pour la Paix et la Justice au sein d'une Europe ouverte sur le monde. La réflexion a tourné autour d'axes principaux. Entre autres, le dialogue avec les religions et les cultures, la résolution des conflits par des méthodes non violentes, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion...

Personnellement, j'ai beaucoup apprécié la réflexion amorcée sur le véritable sens de la réconciliation, sur ce qu'elle est et ce qu'elle suppose.

La réconciliation a ses exigences

Elle a souvent été vécue sans une réelle recherche du rétablissement de la justice.

Je cite les termes du document (A 20) : "Malheureusement le terme de "Réconciliation" est devenu pour beaucoup une notion bon marché parce qu'il a été souvent utilisé pour minimiser la faute et couvrir du manteau de la tolérance des événements qui auraient exigé une mise en évidence critique."

Elle n'est pas un luxe et fait appel à une véritable guérison des mémoires.

Le document préparatoire précisait : "Le temps ne guérit pas les plaies, au mieux il les cicatrise, si bien qu'elles se rouvrent rapidement et se mettent à saigner lors de nouvelles épreuves. Le souvenir d'injustices et de souffrances du passé empoisonne les relations humaines tant qu'aucune guérison n'intervient". Appliquant ceci au domaine international, le Révérend Père Arnold ajoutait : "Au moment où la vague de l'hégémonie du marxisme-léninisme refluit, de nombreuses vieilles animosités **non résolues** entre nations et entre Eglises ont resurgi des profondeurs de la misère commune et la

guerre chaude est revenue en Europe pour la première fois depuis 1940". Il rejoignait ainsi la pensée de Kada de l'ex-Yougoslavie présente au Centre des femmes à Graz : "pour lutter contre les guerres, il faut apprendre à discerner les signes de l'avant-guerre".

Le beau témoignage de Madame Brigalia Hlophe Ban du Conseil des Eglises de l'Afrique du Sud est venu illustrer ceci. Elle a évoqué tout le travail fait dans son pays au sein de la **Commission Vérité et Réconciliation**, pour rétablir la vérité et la justice et opérer ainsi une guérison des mémoires. La recherche de la vérité et de la justice, le souci de faire "la paix avec son passé" sont des éléments importants pour vivre d'authentiques réconciliations et travailler ainsi pour l'entente entre les femmes et les hommes d'aujourd'hui.

Mais la réconciliation est avant tout un don et l'œuvre de Dieu (2 Co 5, 18).

C'est Dieu qui est à la source de toute recherche de réconciliation...

C'est l'énergie divine toujours à l'œuvre qui se manifeste dès notre désir de réconciliation et qui nous prépare à nous laisser transformer dans notre pensée et notre action (A9). Elle nous conduit par la porte étroite de la repentance jusqu'à

la large vallée de la vie réconciliée (A12).

... et qui nous conduit sur le chemin de l'humilité et de la conversion.

Graz a été ce temps de la reconnaissance courageuse des erreurs et omissions. Je cite entre autres ce texte (A14). "Nous confessons ensemble, **solidaires** les uns des autres devant Dieu, que nous avons obscurci l'unité pour laquelle Dieu a prié (Jn 17,10). Nous avons offert au monde le spectacle d'une chrétienté déchirée par ses divisions... ainsi la crédibilité de notre témoignage a été affaiblie".

Mais aussi celui-ci qui ne peut qu'intéresser FHE : "Nous confessons devant Dieu qu'une attitude indigne envers les femmes subsiste encore dans nos Eglises et nos sociétés... Ainsi les femmes ont été subordonnées aux hommes dans la famille, l'Eglise, la société. Ceci se reflète par le fait que pour le moment, il ne s'y trouve pas l'espace suffisant pour que les femmes puissent exprimer la richesse de leurs charismes et de leurs vocations (A16)".

Avec de telles paroles tous les espoirs sont permis ! Non, le rassemblement de Graz n'a pas fini de porter du fruit. Personnellement, il m'a enchantée.

Colette Pavageau

La Croix du 26 juin, sous la plume de Benoît Vandeputte, montre que la question de la réconciliation entre la communauté des hommes et des femmes n'a pas voulu rester une question marginale à Graz. Le Centre des femmes de la Hellandskirche fut un lieu d'effervescence du Rassemblement œcuménique. Le débat sur la place des femmes a fait salle comble. Pour Nicole Fischer, pasteur, la joie est grande de voir combien les femmes sont dévouées à leur Eglise ; et la tristesse non moins réelle quand elles constatent combien leur énergie est gâchée par bêtise, violence parfois, injustice souvent.

Deux Suédoises mesurent la discrimination sexuelle : panique.

Informations données par Natalie Levisalles dans *Libération*, 10 juin 1997

Pour avoir vu leur candidature au MRC suédois (Institut qui coordonne la recherche biomédicale) refusée, deux chercheuses, docteurs en médecine et en science, ont rédigé un article scientifique sur leur élimination, dont elles démontrent les mécanismes. Celui-ci fut publié par la revue *Nature* (22 mai 1997). Leur travail est d'autant plus intéressant et provocateur que la Suède est peu suspecte de machisme et que le milieu scientifique est plutôt plus ouvert que d'autres milieux.

Des données claires, un ton sobre, des conclusions sans détour, les deux femmes évitent aussi bien les préjugés idéologiques que l'accumulation de chiffres. C'est un modèle d'évaluation objective dont il serait bon de s'inspirer dans d'autres domaines.

Données :

Sur 114 candidats (40% de femmes) qui se sont présentés, le MCR a retenu 16 hommes et 4 femmes (20%).

Question :

Pourquoi si peu de femmes ? Est-ce parce que - explication habituelle - les femmes s'investissent moins dans leur travail et mènent des recherches moins intéressantes ? Ou pour une autre raison ?

Méthode de travail :

Afin de répondre à cette question, les deux chercheuses ont étudié les "paramètres de compétence", valeur mesurée

dans la communauté scientifique par la quantité et la qualité des articles publiés. Elles ont ensuite attribué des "points de production" aux 114 candidats en fonction des paramètres qui, dans le monde entier, servent à évaluer cette production : nombre de publications, nombre de publications en tant que premier auteur, prestige du journal, nombre de citations des articles par d'autres scientifiques. Elles ont ensuite comparé les "points d'impact" ainsi obtenus à la note attribuée aux chercheurs.

Résultats :

Les femmes qui ont plus de 100 points d'impact obtiennent la même note que les hommes qui ont moins de 20 points d'impact. Ou encore, pour avoir une note équivalente à celle d'un homme, une femme doit obtenir 64 points d'impact supplémentaires, ce qui, mesuré à l'aune des publications, revient à publier trois articles supplémentaires dans les très prestigieuses revues *Science* ou *Nature*, ou 20 articles supplémentaires dans d'excellentes revues spécialisées.

Conclusion :

"Notre étude suggère que les évaluateurs ne peuvent juger le mérite scientifique indépendamment du sexe. Ils ont sur-évalué le travail des hommes et sous-évalué celui des femmes."

Informations réseau

6° FORUM NATIONAL DES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES

LE TRAVAIL EN RÉVOLUTION. VIVRE AUTREMENT ?

les 11 et 12 octobre 1997, au CNIT de Paris/La Défense

Tables rondes, chantiers, débats, initiatives, paroles d'Eglise et propositions pour la foi sont les ingrédients habituels qui font le succès de ces Forums. Le thème ne peut laisser personne indifférent. S'il s'agit réellement d'une nouvelle façon de vivre, comment la différence des genres sera-t-elle prise en compte dans les approches prévues ? A nous éventuellement, d'introduire cette problématique là où elle serait négligée.

On peut se procurer des fiches d'inscription au *secrétariat général du Forum*,
FORUM DES COMUNAUTES CHRETIENNES, 166, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris

Du collectif de femmes en Eglise "Col·lectiu de Dones en l'Església" de Barcelone, nous avons reçu l'annonce du

1° CONGRES INTERNATIONAL DES FEMMES CHRETIENNES

VERS UNE NOUVELLE ANTHROPOLOGIE CHRETIENNE INTEGRATRICE

du 5 au 8 décembre 1997 à Barcelone.

Comment construire la parité femme-homme que Jésus a proclamée ?
Analyse des causes de l'anthropocentrisme chrétien contemporain
Quelle Eglise voulons-nous et que pouvons-nous faire pour l'atteindre ?
Renseignements et inscriptions : Col·lectiu de Dones en l'Església
c/ Enric Granados, 2 08007 Barcelona
Tns. : 93-453 28 00 / 453 28 09 Fax : 93-219 07 00



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE FHE 1997

L'assemblée générale de FHE se déroulera cette année le samedi 15 novembre 1997 de 10h à 16h, à la maison Nicolas Barré, rue de Sèvres, Paris. La dimension "réflexion" qui accompagne habituellement cette rencontre est renvoyée à la semaine suivante à l'occasion de la participation aux 10 ans de Droits et Libertés dans les Eglises, les 22-23 novembre 1997 (informations ci-après).

vie de l'association

10^e ANNIVERSAIRE (1987-1997) DE DROITS ET LIBERTÉS DANS LES EGLISES
EGLISES AN 2000

22-23 novembre 1997, Salle Sainte-Agnès, 23 rue Oudinot, Paris 7^e.

avec la participation de Gérard Delteil, ancien doyen de l'institut protestant de théologie de Montpellier et Elfriede Harth, coordinatrice du réseau européen pour une Eglise de liberté.

Faites connaître votre participation dès maintenant pour recevoir le programme et les modalités d'inscription. FHE trouve ici une occasion de renforcer ses liens de partenariat avec DLE.

Courrier des lecteurs

Nous avons envoyé aux acteurs de la pièce "L'affrontement", un numéro du dernier bulletin FHE où figurait sous la plume d'Antoinette Langlois une analyse de la pièce. Nous avons reçu ce mot de Jean Piat :

J'ai été très sensible à votre message de confiance et à l'envoi de votre revue où

L'Affrontement a trouvé une place de choix. C'est pour nous un très grand bonheur d'avoir pu toucher un public très vaste et l'intéresser à un sujet aussi sensible. Ce ne fut pas facile au départ, mais la durée des représentations nous a donné le sentiment que nous avions eu raison de nous obstiner !

JEAN PIAT

Madame
J'ai été très sensible à votre message de confiance et à l'envoi de votre revue où L'Affrontement a trouvé une place de choix. C'est pour nous

un très grand bonheur d'avoir pu toucher un public très vaste et l'intéresser à un sujet aussi sensible. Ce ne fut pas facile au départ, mais la durée des représentations nous a donné le sentiment que nous avions eu raison de nous obstiner !
Croyez à ma sincère amitié
Jean Piat

Benoîte Groult,
Histoire d'une évasion,
Ed. Grasset, 1997, 287 pp.

Regards

de Jean-Pierre Leconte

Histoire d'une évasion. La lecture du livre remplit la promesse de son titre. Pour qui aime sans réserve les productions de Benoîte Groult - j'en suis ! - ce livre ouvre des fenêtres qui nous révèlent pourquoi nous nous sentions déjà si bien dans la maison. Celle qui nous accueille n'est pas du genre à nous laisser en repos ! Mais le lecteur séduit par *Ainsi soit-elle* et par *Les vaisseaux du cœur* ne s'attendait pas à une lecture de tout repos.

Pensions-nous bénéficier d'un tête à tête ? Première surprise : il y a une invitée, Josyane Savigneau. Bien loin d'être une seule faire valoir, elle pose des questions que nous n'aurions peut-être pas osé poser. Elle dit aussi bien les connivences que les différences. Les connivences finissent par l'emporter mais cela aussi était souhaité dès les premières lignes. "Devenir un être humain... Je crois qu'il n'est pas de question plus importante ; et pas de réponse plus vitale pour des millions d'êtres humains du sexe féminin" (p62).

Peut-être serait-il plus opportun de parler de résonances. Comment atteindre à la liberté à partir de ce qui constitue sa condition ? Comment faire d'un destin une histoire ? Comment s'engager avec poids et consistance dans une conviction et garder ouvert le champ pluriel des significations possibles de cet engagement ? Comment devenir citoyenne (citoyen) dans ses différentes figures ? Comment naître de nouveau à tout âge ?

A cette dernière question la seule lecture du dernier et douzième chapitre réussit un tour de force, ou un tour de tendresse, - les deux ne s'opposant pas

nécessairement -, en tout cas un tour d'humour qui fait sourire encore, longtemps après la fermeture du livre, comme ces couchers de soleil qui colorent le ciel la nuit venue.

L'humour de Benoîte Groult est tour à tour corrosif - mais ce n'est pas elle qui a inventé la bêtise des critiques misogynes -, discret - elle en dit tellement plus de Paul de n'en pas trop dire -, sensuel - les lumières et les odeurs vibrent comme une respiration du livre -, cordial - qui de Josyane et de Benoîte aura raison d'optimisme? -, toujours pudique - mais là je dois être de parti pris ! -, tonique, - d'un bout à l'autre -, savoureux ... Je pourrais sans peine trouver d'autres qualificatifs. Je les ferai agir, comme l'auteur, en "et" "et" "et" ... Et ce livre, à la fois tout en apprentissages et tout en confirmations, est une porte ouverte à ceux (et celles ?) que le féminisme rebute. Il ne s'agit ni de trouver le bon féminisme ni de débusquer le mauvais, il est l'heure d'écouter l'histoire d'une évasion de ses clichés, de ses habitudes et de ses courtes vues sur l'avenir et de naître à la liberté dans l'amical confrontation avec chacun/e de nous.

Le voisinage, dans l'édition, de la finale du livre avec le chapitre *Plic et Ploc septuagénaires vont à la pêche* et, en annexe, de la circulaire du 11 mars 1986 relative à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre est un acte d'humour de plus, et un joyeux défi posé au cloisonnement hiérarchique des langages si bien entretenu par les mâles dominants de mon sexe.

Et pourquoi ne pas lire/relire l'un et l'autre ?

croisés

et de Marie-Thérèse van Lunen Chenu

On se souvient d'*Ainsi soit-elle*, mais sait-on assez que ce tout petit livre, qui tira à plus d'un million d'exemplaires et fut abondamment traduit, présenta à un large public une des premières enquêtes, enfin livrée dans sa crudité, sur les mutilations sexuelles et la loi meurtrière du silence des instances complices ? *Ainsi soit-elle* développait aussi une analyse aiguë du ressort symbolique, culturel, langagier, religieux d'une oppression quasi universelle des femmes.

Douze ans après, nous retrouvons avec bonheur l'analyse lucide de Benoîte Groult, son trait rapide et percutant, l'humour jaillissant et jamais forcé, la joie de vivre, de savourer les différentes passions de l'amour, de la famille et des générations... Mais il s'agit cette fois d'un ouvrage plus complexe et, comme le dit l'auteure elle-même, *hybride, qui n'est ni une autobiographie au sens habituel du mot, ni une série d'entretiens, ni un essai féministe mais tient de ces trois genres* pour, de l'enfance d'une petite fille classique écrasée par les bonnes manières, en passant par les inhibitions d'une épouse soumise et d'une mère surchargée, parvenir à la liberté souveraine de l'écrivaine féministe engagée et faire revivre les mutations d'une vie de femme, *l'histoire d'une évasion* et, à travers elle, celle de la condition féminine en ce dernier demi-siècle.

Une autre voix s'en mêle. Pertinente Josyane Savigneau, chroniqueuse puis rédactrice en chef adjointe, au journal *Le Monde*, que sa carrière a rendu féministe sans qu'elle ne l'ait voulu, qui pose les questions utiles et risque les commentaires d'une femme aux prises aujourd'hui encore avec les préjugés d'un milieu d'hommes, aréo-

page d'intellectuels, d'hommes politiques, de poètes, voire d'académiciens qui nourrissent à peu près les mêmes soupçons et réticences envers *toutes ces sinistres descendantes de Simone de Beauvoir* (qui) *ne sont qu'une lugubre cohorte de suffragettes mal baisées, mal fagotées, dévoreuses d'hommes aux incisives terrifiantes, brandissant moralement des clitoris monstrueux... Elles ne sont que des ovariennes cauchemardesques ou des syndicalistes de la ménopause*, pour ne citer que les élucubrations de Pascal Jardin.

Benoîte Groult fut chargée, en 1985 de la présidence de la *Commission de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre*, mise en place par Yvette Roudy et qui donna lieu à une circulaire du premier ministre Laurent Fabius, largement ignorée et méprisée (on a eu la bonne idée de la publier en annexe ici). Elle est donc particulièrement bien placée pour reprendre, de ce fameux trait rapide visant droit le fond des choses, l'analyse du mépris et de l'endurance misogynes... Misogynie qui, sous l'effet des analyses et dénonciations, semble reculer un peu mais se travestit plutôt, se pare au goût du jour et reste si tenace et subtile qu'elle renaît comme l'hydre de ses cendres et se justifie jusque dans les mentalités féminines elles-mêmes. L'auteure, professeure de lettres, et qui connaît son histoire des femmes - on lui doit aussi un superbe *Féminisme au masculin* - voit pointer aujourd'hui quelque progrès. *Je vous trouve bien optimiste*, lui objecte Josyane Savigneau, *je pense, moi, que les femmes n'en sont qu'au tout début de la prise de conscience... Auparavant, elles étaient inertes parce qu'elles n'avaient pas pris conscience des problèmes ; aujourd'hui, et ça*

avez-vous lu ?

me paraît inquiétant, elles sont inertes parce qu'elles croient que les problèmes sont résolus.

On ne trouvera dans ce roman d'une vie ni commentaires ni conseils sur le partenariat hommes/femmes, sauf, brièvement, pour ce qui touche à la vie civile, donc à la parité. Mais il y a mieux : en filigrane les convictions fortes d'une femme engagée, son honnêteté, sa lucidité, sa solidarité, sa générosité. Et puis, rares et précieux, les récits savoureux des bonheurs de la passion, des fidélités familiales et des émerveillements devant l'enfance.



Alain Bih-Roland Pfefferkorn,
Hommes/femmes l'introuvable
égalité.

Ed. Albin Michel, 1997, 303 pp

Dominique Frischer,
La revanche des misogynes.
Ecole, travail, Couple, Espace
public ; Où en sont les femmes
après trente ans de féminisme ?

Ed. de l'atelier, 1996, 302 pp

Ces deux ouvrages très bien documentés, bourrés de chiffres et statistiques, sérieux dans leurs analyses, viennent à point conforter le roman de Benoîte Groult. Pour les deux premiers auteurs, professeurs de philosophie, sociologie, sciences sociales à Strasbourg, le poids des contingences sociales est immense et prégnant dès les toutes premières heures de la vie, jusqu'à ce caractère d'illégitimité qui s'attache encore au travail professionnel de la mère de famille, en passant bien sûr par toutes sortes de relais traqués ici avec une infaillible acuité (l'inégalité dans la stimulation qui est faite aux nourrissons selon leur sexe, par exemple, ou bien dans la mobilité sociale

de l'homme et de la femme puisque le plus souvent c'est elle qui le suit). Mais c'est l'inégalité de la division sexuelle du travail domestique qui engendre et résume à leurs yeux toutes les autres infériorisations sociales. Leur conclusion va sans ambages : la thèse d'une "féminisation de la société française" ou d'une "féminisation des mœurs"... est fallacieuse... En fait, cette soi-disant féminisation n'a été qu'un paravent derrière lequel s'est opéré un renouvellement et même un renforcement des modes et des formes de la domination masculine.

La thèse de Dominique Frischer est plus ardente, non sans quelque partialité. Enlevée avec passion et talent, elle n'en est pas moins bien étayée. Après une période où les médias ont célébré les femmes mutantes, les mères actives, les "célibattantes", voici, nous dit l'auteure, le retournement d'une culpabilisation des femmes, leur solitude-sanction, l'homme victimisé, la détresse des enfants, le déficit de la Sécurité Sociale, etc. Pour elle, les lieux symboliques du retour de bâton sont les menaces contre l'IVG et la loi Veil (dossier impressionnant sur les associations anti-IVG, leurs soutiens politiques et judiciaires, les tentatives parlementaires pour abroger ou réduire la loi ainsi que sur les difficultés réelles des centres d'IVG et leur fermeture...), le domaine du travail des femmes où différents facteurs les poussent à se désimpliquer et, enfin, les nouveaux modèles d'identification qui cherchent à "reféminiser" ces femmes que l'on croyait libérées. Recul provisoire ou durable ? Changement actuel de cap qui n'est en tout cas pas sans menaces, conclue la psycho-sociologue Dominique Frischer à laquelle nous devons déjà une étude sur "Les Mères célibataires volontaires". Manque en tout cas ici une étude qui s'intéresserait aussi aux mentalités et conditions sociales du changement chez les hommes.

MTVLC



Prix citron

aux mères traditionnelles

Un jour revenant, au milieu des membres de sa famille, la femme, très fière, dit à sa propre mère venue l'accueillir, que son mari fait la cuisine trois fois par semaine. Scandale ! Sa mère très fâchée, engueule sa fille. Elle termine par une terrible menace à sa fille : "Si tu ne reprends pas ton foyer en main, tu finiras mal et tes enfants vont échouer dans la vie. La femme doit obéissance à son mari. Elle a une place et elle doit rester là".



Extrait de *Baobab*, n° 7 Dakar

Prix orange

aux femmes argentines en lutte pour leurs terres

Monté sur une vieille caisse en bois en guise d'estrade, le commissaire-priseur est resté sans voix. A chaque fois qu'il voulait abattre son marteau sur le pupitre, il suspendait son geste. Car 250 paysannes entonnaient alors l'hymne national à pleins poumons. Ce jour-là les militantes du Mouvement des femmes d'agriculteurs en lutte (MML) ont fait échouer la vente aux enchères de la propriété des Cornélis, en banqueroute comme beaucoup d'autres petits paysans appauvris. Pour eux le recours aux prêts est périlleux car les banques appliquent des taux d'intérêts pouvant aller jusqu'à 60 %, les grands propriétaires terriens peuvent avoir accès à des crédits internationaux bien meilleur marché.

Défiant la résignation, les femmes d'agriculteurs ont commencé leur lutte il y a un an. Elles sont aujourd'hui des milliers à se battre pour éviter les mises aux enchères et revendiquer un plan permettant de restructurer les dettes sur trente ans.

Au volant de leurs tracteurs, plus de 500 femmes d'agriculteurs étaient venues manifester à Buenos Aires le 8 mars 1996, sur la place de Mai, là où depuis 20 ans mères et grand-mères réclament justice pour les 30.000 disparus de la dernière dictature militaire.

Christine Legrand in *Le Monde* 28/09/96)

Ce numéro

40^{FF}

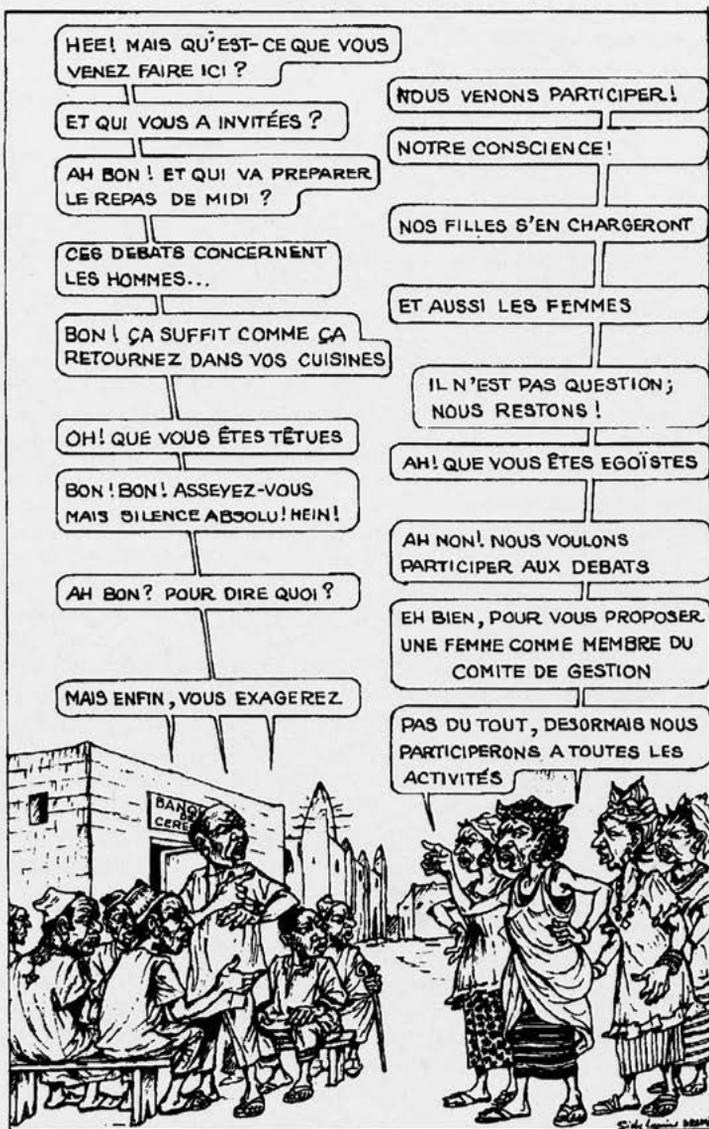
abonnements 1997

(Partant de janvier)

France 150 F, Europe 175 FF, autres continents 200 FF

A verser à : FHE 68, rue de Babylone 75007 Paris

C.C.P. : 161225A Paris



**femmes
&hommes
à l'église**

68, rue de Babylone 75007 Paris

☎ 01.47.05.76.99